



Libérez Mohamed Benchicou et Ghouf Hafnaoui

www.presse-alg-libre.com



LE MATIN

LE POUVOIR CONTINUE A S'ACHARNER SUR LE JOURNAL

MORT PROGRAMMÉE DU MATIN



Kyral Le Matin

Mardi 14 juin 2004 : procès et incarcération de Benchicou
Dimanche 20 : mise sous scellés du siège social du journal
Samedi 26 : bradage de l'immeuble et nouvelle comparution du directeur devant le juge le 6 juillet.
(Lire pages 2 à 6)

Pétition pour la libération de Mohamed Benchicou et Hafnaoui Ghouf

Le directeur du journal algérien *Le Matin*, Mohamed Benchicou, a été injustement condamné à deux ans de prison, le 14 juin 2004, et à une amende de 20 millions de dinars (200 000 euros) pour un délit fictif. Arrêté en pleine audience au tribunal et mis sous mandat de dépôt exécuté immédiatement, Mohamed Benchicou est incarcéré à la prison d'El Harrach. Mohamed Benchicou paie en réalité à la fois la vigueur du ton de son journal et le contenu irrévérencieux de son livre *Bouteflika : une imposture algérienne*.

Il nous paraît évident que la sanction prononcée par la justice est une exécution de la menace proférée par le ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, qui promettait, il y a un an de cela, de « faire payer » Benchicou.

Cet arbitraire n'est pas isolé. Il procède d'une politique de mise au pas d'une presse libre dont la corporation a payé sa liberté au prix :

- de plus de 70 journalistes assassinés en moins de dix ans ;
- de dizaines d'emprisonnements de journalistes ;
- de suspensions de journaux ;
- d'intimidations de toutes sortes et de harcèlements judiciaires permanents...

Quelques jours avant l'emprisonnement de Mohamed Benchicou, Hafnaoui Ghouf, correspondant d'*El Djazair News* à Djelfa (Sud algérien), représentant de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, a été arrêté et emprisonné pour avoir exercé son métier d'informer sur les abus des autorités régionales.

De nombreuses autres arrestations de journalistes sont malheureusement à prévoir dans les jours à venir.

La répression de la liberté de la presse n'est pas nouvelle. Elle reprend de plus belle depuis la récente réélection d'Abdelaziz Bouteflika à la Présidence de la République.

Nous, femmes et hommes attachés à la liberté de la presse et d'expression, dénonçons ces arrestations. Nous appelons toutes celles et tous ceux qui partagent ces valeurs à se mobiliser pour la libération des journalistes injustement emprisonnés et l'arrêt de toute pression et répression à l'encontre de la presse.

Nous nous constituons en « Comité pour la liberté de la presse en Algérie » et appelons toutes les associations, les partis, les ONG et les citoyens des deux côtés de la Méditerranée, et au-delà, à nous rejoindre dans notre action.

(Suite des signatures en page 24)

Pétition à adresser à :

nessima@wanadoo.fr

Fax : 01.46.04.46.94

bouzeghrane.nadjia@wanadoo.fr

Fax : 01.48.91.74.47

E-mail : hzerrouky@hotmail.com

Libération de Benchicou et

Youssef Fadel, journaliste égyptien et membre du conseil exécutif de l'Organisation arabe pour la liberté de la presse

« Le plan du Pouvoir algérien vise toute la presse indépendante »

Youssef Fadel revient dans cet entretien sur les événements qui marquent actuellement la scène médiatique en Algérie, en particulier l'incarcération de Benchicou et Ghoul.

Le Matin : Quel commentaire faites-vous des décisions de la justice concernant les cas de Mohamed Benchicou et de Hafnaoui Ghoul ?

Youssef Fadel : Connaissant le rôle de la presse, il faut reconnaître que Mohamed Benchicou et Ghoul Hafnaoui et bien d'autres journalistes algériens n'ont fait qu'informer l'opinion publique en divulguant les scandales qui ont éclaté, que ce soit sur le plan politique, social, économique ou autres. Benchicou et Hafnaoui sont victimes d'une certaine illusion qui sévit dans le monde de l'information non seulement en Algérie, mais dans la majorité des pays arabes. Cette illusion que tentent d'imposer les politiciens en faisant croire aux gens à travers leurs discours qu'ils sont pour toutes les libertés. Mais dès qu'un journaliste fait un pas pour informer la société sur la réalité de ces cercles, il se retrouve otage d'accusations émanant d'appareils occultes qui ne cherchent qu'à sauver leurs intérêts et à les mettre au-dessus de ceux de la société. Ce qui s'est passé avec nos confrères algériens et avec le directeur du *Matin* en particulier était prévisible. Nous avons d'ailleurs averti les représentants de la presse algérienne, et nous leur avons demandé d'entamer des actions à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour multiplier les pressions sur ces pouvoirs occultes qui travaillent en catimini pour étouffer les libertés et

encourager ainsi toutes les formes de dépassement. Au niveau de notre organisation, nous pensons que les procès de Benchicou et de Hafnaoui sont purement politiques même si le ministre algérien de la Justice a déclaré que ces affaires n'ont rien à voir avec la liberté de la presse. Ce plan a été programmé. Il a commencé depuis que Benchicou a entamé ses écrits sur les pratiques répressives des hommes de l'Etat. Il ne faut pas oublier aussi que le Président Abdelaziz Bouteflika avait annoncé la couleur durant sa campagne électorale. L'objectif recherché n'est pas l'emprisonnement de Benchicou et la fermeture du *Matin* seulement, mais le plan vise toute la presse indépendante. La série de procès contre les journalistes n'est en effet qu'une première étape de la guerre déclarée contre la liberté d'expression. L'ensemble des journalistes et des journaux indépendants sont concernés. C'est leur destruction qui est escomptée pour laisser place à une presse soumise.

Sachant que vous avez déjà alerté les organisations internationales sur l'affaire de Benchicou, que comptez-vous faire à présent ?

Nous avons tenu à ce que les Présidents du G8 soient les premiers à être interpellés sur les dépassements contre la liberté de la presse en Algérie, à l'occasion

du sommet de Georgie (USA) auquel a assisté le Président Bouteflika. Certes, nous savons que parmi les pays du G8, il y a ceux qui soutiennent la politique du Président algérien pour sauvegarder leurs intérêts stratégiques sur les plans sécuritaire (lutte contre le terrorisme) et économique. Mais nous savons aussi que les élites influentes dans ces pays n'adhèrent pas toutes à cette stratégie. Elles sont contre le musellement des libertés en Algérie et dans d'autres pays. A travers les actions de ces élites que nous avons contactées, des organisations de la société civile et des forces de pression actives, nous nous attendons à ce que notre travail porte ses fruits. Avec la pression internationale, les autorités algériennes pourraient se rétracter en mettant fin à cette guerre contre la presse indépendante. Mais à notre avis, la volonté devrait venir de l'intérieur avec conviction. Car il s'agit d'instaurer les principes de la liberté et de la démocratie de manière concrète pour mettre la dignité du citoyen algérien à l'abri.

Pouvez-vous nous présenter en résumé le contenu de ces programmes ?

Comme je l'ai déjà dit, la liberté d'expression reste notre seul objectif. Ces programmes se résument en plusieurs points. En premier lieu, les journalistes arabes doivent être libérés de toutes les chaînes qui les entourent juridiquement, politiquement et économiquement pour pouvoir travailler sans entraves au profit de la transition démocratique. Les syndicats des journalistes, les avocats et les organisations concernées par ce dossier sont appelés à unifier leurs actions pour annuler certaines lois.

A votre avis, que faudrait-il faire pour garantir la liberté de la presse particulièrement en Algérie et dans le monde arabe en général ?

La situation de la liberté de la presse dans ces pays est lamentable. Dans leur travail au quoti-

dien, les journalistes arabes rencontrent d'énormes problèmes. Ils subissent des pressions de tous les côtés. Pour garantir la liberté de la presse, ces journalistes sont appelés à lancer des programmes communs répondant à leurs aspirations. Jusqu'à présent, le mouvement démocratique arabe a toujours défendu la liberté de la presse avec certains slogans. Il y a eu des acquis dans certains pays arabes, mais cela reste limité. Notre organisation œuvre aujourd'hui pour concrétiser ce projet en lançant des programmes adoptés lors des congrès tenus au cours de ces dernières années.

Pouvez-vous nous présenter en résumé le contenu de ces programmes ?

Comme je l'ai déjà dit, la liberté d'expression reste notre seul objectif. Ces programmes se résument en plusieurs points. En premier lieu, les journalistes arabes doivent être libérés de toutes les chaînes qui les entourent juridiquement, politiquement et économiquement pour pouvoir travailler sans entraves au profit de la transition démocratique. Les syndicats des journalistes, les avocats et les organisations concernées par ce dossier sont appelés à unifier leurs actions pour annuler certaines lois. De même pour l'annulation des sanctions administratives et juridiques qui permettent actuellement au pouvoir exécutif d'imposer le contrôle sur les imprimeries, les

programmes des radios et des chaînes de télévision. Tout doit se jouer dans le cadre de la révision ou de l'annulation des lois régissant le travail de la presse. Il s'agit d'améliorer, d'autre part, les relations au sein de la famille de l'information et entre les journalistes et la société. Sur un autre plan, il faut encourager la formation des syndicats sur des bases indépendantes et démocratiques pour défendre les droits des journalistes. Ces derniers sont également appelés à éviter les effets négatifs de l'autocensure en respectant les règles de la déontologie.

d'autres actions sont à mener dans le cadre des programmes qu'a lancés l'organisation. Globalement, nous sommes convaincus aujourd'hui à l'ère de la transition démocratique que seules les ONG et les structures politiques pourraient contribuer à améliorer la situation. Ce qui a déjà été fait ailleurs. Les exemples sont d'ailleurs nombreux. Les organisations de masse ont réussi dans ce domaine dans plusieurs pays, notamment au Sud-Est asiatique, en Europe de l'Est et en Amérique latine. Pour conclure, je dirai qu'il faut connaître une chose : la démocratie ne viendra pas vers nous, mais il faut l'arracher. Le journaliste a un rôle important dans ce combat qu'il doit assumer en se référant toujours à la vérité, rien que la vérité, loin de toute pression.

Entretien réalisé par Samira Imadlou

Des citoyens ont marché à Tazmalt

Large mobilisation citoyenne pour la libération de Benchicou

De notre bureau de Béjaïa

A lors que Benchicou croupit dans les geôles du Pouvoir, la mobilisation des citoyens pour sa libération ainsi que celle de Hafnaoui Ghoul s'intensifie de jour en jour à Béjaïa. Des délégués du mouvement citoyen, des syndicats autonomes, des militants de partis politiques et des journalistes intensifient la concertation pour décider de l'action à entreprendre dans la capitale des Hammatides en faveur de la libération des journalistes incarcérés injustement par le Pouvoir.

En effet, le week-end passé, outre la réunion de la Coordina-

tion intercommunale des citoyens de la wilaya de Béjaïa (CICB) — sortie avec une déclaration politique dans laquelle les délégués réitèrent leur exigence de la libération des journalistes incarcérés —, plusieurs dizaines de citoyens ont organisé une marche citoyenne dans la ville de Tazmalt pour « dénoncer l'arrestation de Mohamed Benchicou et Hafnaoui Ghoul ». La procession qui s'est ébranlée de la route nationale et s'est dirigée vers la place des Martyrs au niveau du siège de la daïra scandait tout au long de son parcours des slogans appelant à la libération immédiate des journalistes Benchicou et

Hafnaoui. « *Ulac smah ulac*, libérez les journalistes », criaient des jeunes à gorge déployée. Sur les banderoles brandies par les marcheurs, l'énoncé « Libérez Benchicou » est rajouté aux slogans habituels du mouvement citoyen, à savoir « La plate-forme d'El Kseur est scellée et non négociable », « *Ulac smah ulac*, tamazight, langue nationale et officielle ». En fin de parcours, les manifestants se sont rassemblés sur la place des Martyrs où une prise de parole a été organisée par les délégués du mouvement citoyen. Badji Zobir et Rejidal Mokrane ont, tour à tour, dénoncé l'incarcération du directeur du

Matin et du journaliste Hafnaoui Ghoul. « La plume de Benchicou et celles de tous les autres journalistes qui ont décidé de ne jamais taire la vérité dérangent le Pouvoir », tonnera Mokrane Rejidal. Et d'ajouter : « Nous ne pouvons par rester les bras croisés devant l'acharnement du Pouvoir sur la presse. Derrière chaque plume embastillée, c'est une voix de toute un peuple qui disparaît. » Lui succédant, Badji Zobir a expliqué que le mouvement citoyen lutte pour la démocratie et la liberté d'expression. « C'est la presse indépendante qui a bravé le danger et l'interdit en rendant compte au monde entier de la

férocity de la répression qui s'est abattue sur notre région durant les événements de Kabylie », dira le délégué de Tazmalt. « Benchicou a été incarcéré le 14 juin parce que cette date rappelle au Pouvoir que le peuple peut occuper la rue pacifiquement pour faire aboutir ses revendications. Le Pouvoir veut étouffer la liberté d'expression pour imposer sa dictature sur les citoyens », poursuit-il.

Pour Badji, les révélations sur des cas de torture rapportées par la presse et qu'ont subies des jeunes de T'kout témoignent de la capacité de nuisance toujours présente du Pouvoir.

Mourad Bektache

Ghoul : vaste mobilisation

Mort programmée du *Matin*

Ce 6 juillet, le directeur du *Matin* comparait de nouveau devant le tribunal de Sidi M'hamed en une citation directe dirigée contre lui par le ministère de la Défense dans l'affaire liée aux événements de T'kout. Il est accusé d'avoir porté outrage aux moudjahidine, aux notables et aux institutions de l'Etat. Cette nouvelle plainte intervient quelques jours après le procès du 14 juin au terme duquel il a été condamné à deux années de prison ferme pour un délit fictif. Depuis le complot monté contre lui par Zerhouni, l'été dernier, qui avait juré que « Benchicou me le payera », *Le Matin* et son directeur n'ont pas cessé d'être harcelés et de subir un acharnement pour des raisons politiques maquillées de motifs économiques. Au lendemain de l'incarcération de son directeur, l'administration a pris la décision de mettre sous scellés l'immeuble abritant son siège social à Hussein Dey et procédé à son bradage dans une mise en vente aux enchères qui a trouvé, après trois tentatives infructueuses, acquéreur. Dans le même temps, l'administration a signifié au *Matin* le refus d'un échéancier dans le cadre du redressement fiscal après que le journal a fait signe de bonne volonté pour s'acquitter de ses dettes, même gonflées. En un laps de temps, les tirs contre *Le Matin* se sont accumulés : le refus de l'échéancier, la mise sous scellés du siège, son bradage contraire à la seule exigence de procéder au recouvrement, qui est somme toute légitime, dans le cadre des prérogatives des services des impôts. Mais tel n'est pas le cas puisque le refus immotivé d'un échéancier auquel ouvre droit tout contribuable qui a fait preuve de bonne volonté en



s'acquittant honorablement d'une première tranche fait suite à d'autres mesures coercitives qui ne reposent sur aucun fondement réel prouvant la pseudo affaire financière du *Matin* et la fictive affaire des bons de caisse pour laquelle Mohamed Benchicou a été condamné et jeté en prison. L'accumulation de ces faits se suffit et est parlante pour dire aujourd'hui qu'il s'agit d'une mort programmée du journal *Le Matin*, surtout en jetant le discrédit sur la personne physique, morale, éthique et intellectuelle de son directeur avant même son emprisonnement qui a atteint le summum de cette cabale sans précédent. S'il faut rappeler les propos de Zerhouni tenus de Djelfa « Benchicou va me le payer », ceux d'Ouyahia « Benchicou a rendez-vous avec la jus-

tice » et ceux du ministre de la Justice « c'est une affaire de droit commun », ces derniers ont réagi en redoublant les attaques après le plébiscite du Président réélu le 8 avril dernier. Depuis cette date, force est de constater que les menaces contre *Le Matin* et son directeur ont atteint un pic jamais atteint depuis la série noire de l'été dernier qui a vu la suspension de six titres indépendants, des interpellations en série de directeurs de presse, de journalistes convoqués quotidiennement au commissariat de police et emmenés chez le juge d'instruction pour les entendre sur leurs écrits. La suite logique de ces pressions est présentement l'incarcération d'une des élites de la presse indépendante qui a accompagné le combat du mouvement citoyen, dénoncé la face

cachée de la démarche politique de réconciliation nationale. Le livre de Benchicou, *Bouteflika : une imposture algérienne*, qui n'est ni un « brûlot » ni un « pamphlet », mais un travail d'investigation journalistique rigoureux dans les faits, paru durant la campagne électorale de la présidentielle, a dévoilé la face cachée du Président sans insulte ni revanche dans la mesure où il n'y a aucun mot d'insulte dans la moindre ligne. C'est pourquoi les Algériens ont tenu à le lire malgré les intimidations du Pouvoir. Les martyrs du Printemps noir, la torture dénoncée par le citoyen Sadaoui, celle de T'kout, l'incarcération des délégués du mouvement du Sud... ce sont autant d'éléments politiques maladroitement éludés par le Pouvoir.

Rachid Mokhtari

Les Européens ne sont pas dupes

Les Européens, officiels et opinion publique, ont été choqués par l'emprisonnement des journalistes algériens. Peut-être davantage parce qu'ils avaient jusqu'à cet événement la conviction que l'Algérie faisait exception en matière de liberté de la presse dans le monde arabe et que l'expérience allait être renforcée. Conviction alimentée par un discours très « généreux » du Président Bouteflika à l'étranger. Le Président algérien qui se prévalait d'un premier mandat sans fautes, autrement dit sans journaliste en prison, se révèle peu différent de ses collègues de la région au lourd palmarès en matière de répression des libertés et de persécution des journalistes. Chez les officiels et parlementaires européens, ce sentiment d'avoir été floués se mêle à une gêne manifeste. La droite française, et en tête Jacques Chirac, se doit

aujourd'hui d'assumer et probablement d'expliquer à son opinion l'appui aussi précipité qu'exubérant au plébiscite de Bouteflika. Les intérêts économiques et commerciaux expliquent beaucoup de choses mais pas tout. Lors de sa visite à Paris, la délégation du Comité national pour la libération des journalistes algériens a pu constater cette position en porte-à-faux des politiques français de droite. Alors que la gauche a vite réagi, que des militants des Verts se mobilisent pour des actions de solidarité, des ministres de Chirac défilent à Alger, dont le ministre des Affaires étrangères dont la visite est prévue pour la mi-juillet. Comment concilier le ton complaisant avec les autorités algériennes et les attentes de l'opinion française ? Voilà le problème que doivent résoudre Chirac et ses ministres. Pour les parlementaires européens frai-

chement élus, l'équation est un peu technique, dirons-nous, en raison de la période de transition de leurs institutions. La condamnation de l'incarcération de journalistes est unanime et ne souffre d'aucune ambiguïté. La délégation du comité à Bruxelles a eu l'opportunité de le confirmer. Les parlementaires européens n'oublient pas que le Président algérien a mentionné en bonne place dans son programme la liberté de la presse et le respect des droits de l'Homme. Ce n'est pas un engagement formel à l'égard de l'étranger, mais celui-ci oblige le Président Bouteflika à rester cohérent dans son discours à l'extérieur et ses actes à l'intérieur. De manière générale, Américains et Européens se disent pas dupes des véritables motivations de l'incarcération des journalistes et se déclarent non seulement solidaires du combat de la presse indépendante, mais aussi prêts à

rappeler aux autorités algériennes leurs engagements. La conviction qu'aucune réforme politique, économique ou sociale n'étant viable sans liberté de la presse, les Occidentaux pourraient réviser leur position à l'égard d'un Bouteflika qui, de retour du sommet du G8, met des journalistes en prison. Les organisations internationales qui se sont vite et largement mobilisées pour Ghoul et Benchicou n'ont pas manqué de relever cette contradiction dans le discours officiel algérien et interpellent les gouvernements dans ce sens. Après tout, le Pouvoir algérien ne se serait pas hasardé à commettre un tel acte s'il n'espérait pas une complicité de ceux-ci. Faux calcul ? Probablement parce que ces gouvernements ont des opinions nationales et des électeurs qui ont leur mot à dire dans les amitiés de leurs pays respectifs.

Ghania Khelifi

L'éditorial

de Ghania Hammadou

Pourquoi *Le Matin* et pourquoi maintenant ?

La mort d'un journal, quelle que soit sa sensibilité, est toujours une voix qui s'éteint, l'assassinat d'un titre, un acte liberticide qui touche et concerne, par ses implications, l'expression de toute la société et dépasse le cadre d'une corporation professionnelle. Il n'y a pas que les journalistes à avoir saisi les enjeux qui se jouent derrière le plan de liquidation du *Matin*, des pans entiers de la société algérienne partagent cette analyse et en tirent les mêmes conclusions. C'est par attachement à cet espace d'expression, chèrement acquis, chèrement payé, qu'est la presse indépendante, c'est la conviction que la liberté de cette presse est le terreau sur lequel vont fleurir d'autres libertés, plus belles encore, que le journal de Mohamed Benchicou s'est toujours levé le premier, aux côtés des autres titres pionniers de cette presse, pour protester contre les attaques et interdictions qui frappaient notre profession, alors même qu'il ne partageait pas les mêmes convictions éditoriales, la même ligne politique, comme on dit dans le métier. Voilà qu'aujourd'hui *Le Matin* doit faire face à un rouleau compresseur qui est en train de le broyer, qui risque de l'anéantir. Pourquoi lui et pourquoi maintenant ? Il n'y a pas de hasard mais seulement un objectif : démanteler un canal de la liberté d'expression de la société civile à un moment où celle-ci s'organise, se manifeste et se retrouve sans relais pour porter et faire entendre son combat. G. H.

Libération de Benchicou et

Les aârouch déterminés à contrer l'offensive du Pouvoir

De notre bureau de Béjaïa

Après la réunion de la Coordination intercommunale des citoyens de la wilaya de Béjaïa (CICB) tenue le week-end dernier à Semaoun et au cours de laquelle les délégués du mouvement citoyen des aârouch ont exigé la libération immédiate de Mohamed Benchicou et Hafnaoui Ben Ameur Ghoul, on nous a informés hier qu'une rencontre de la CICB devra intervenir incessamment, probablement le 6 juillet 2004, soit le jour même du nouveau procès intenté contre *Le Matin* au sujet des informations rapportées par le quotidien sur les tortures subies au cours du mois de mai passé par des citoyens de T'kout, dans la wilaya de Batna.

« Au lieu de s'attaquer aux journalistes qui n'ont fait que leur travail d'informer sur les cas de torture, déplore Farès Oudjedi, délégué d'Akfadou, les autorités auraient dû répondre aux doléances des citoyens de T'kout et poursuivre en justice les responsables des actes intolérables commis contre des Algériens libres. » « Ce que le devoir exige dans des situations pareilles, dit-il, c'est d'ouvrir une enquête sérieuse pour établir la véracité des faits, mais nous sommes convaincus que le Pouvoir ne réussira jamais à cacher la vérité. »

Il évoquera à ce titre les massacres commis en Kabylie, notamment au tout début des événements du Printemps 2001 en citant les assassinats perpé-

trés à Chemini, Takrietz, Adekar et ailleurs, où des jeunes avaient reçu des balles dans le dos et à des centaines de mètres des lieux des émeutes. « Alors que j'étais en prison, le 7 avril 2002, des lycéens ont été tabassés dans des fourgons des services de sécurité à Tiniri (Akfadou) avant d'être relâchés totalement nus », raconte M. Oudjedi qui continue de mettre en avant la revendication du mouvement citoyen pour la constitution d'une commission d'enquête indépendante et le jugement des auteurs des crimes et des actes de torture contre des jeunes.

De son côté, le délégué de Sidi Aïch, Bezza Benmansour, a rappelé que les événements de T'kout seront, bien entendu, au menu de la prochaine réunion

interwilayas qui se tiendra à El Kseur à la demande de la coordination de cette commune. « Inévitablement, nous aborderons le sujet de la répression qui s'est abattue dans cette région, souligne M. Benmansour puisque, dit-il, les travaux de la dernière interwilayas de Sidi Aïch sont restés ouverts pour suivre l'évolution de la situation suite à ces événements et la question du dialogue avec les représentants de l'Etat. »

Ainsi, les témoignages des délégués qui ont vécu cette répression de près pourraient constituer un élément nouveau pour déterminer la réaction des aârouch en vue d'une solidarité active avec les populations des Aurès. « Sachez, fait remarquer Djoudi Hammouche, délégué de

Semaoun, que des décisions de justice ont été prononcées contre des manifestants à T'kout depuis la tenue de notre interwilayas à Sidi Aïch. Nous reviendrons évidemment sur ces événements puisqu'il est attendu des délégués locaux de nous fournir toute l'information sur ce qui s'est passé dans la région des Aurès. »

La torture est une pratique sur laquelle nous ne ferons jamais l'impasse », assure notre interlocuteur. La prochaine interwilayas entérinera, enfin, annonce des délégués de Béjaïa, une action des mouvements citoyens pour exiger la libération des journalistes Mohamed Benchicou et Hafnaoui Ghoul.

Dalil Yamouni

Maître Amar Zaïdi, membre du collectif de défense des détenus de T'kout « C'est une plainte préfabriquée »

Maître Amar Zaïdi est membre du collectif des avocats des détenus de T'kout. Il a plaidé dans le procès des jeunes détenus qui ont témoigné sur la façon dont ils ont été torturés par la gendarmerie.

Le Matin : Vous avez plaidé à T'kout dans le procès des 29 jeunes détenus. Y a-t-il eu des témoignages sur la torture lors des séances publiques ?

Maître Amar Zaïdi : Les seuls témoins que nous avons interrogés sont les détenus eux-mêmes, qui ont exhibé les traces de violence devant le président de la cour et le procureur de la République. Etant donné que la séance est publique, les citoyens venus pour assister au procès ont tous vu et entendu les détenus.

Sur quoi portent exactement les témoignages des détenus ?



Mohamed Le Matin

En ce qui me concerne, j'ai posé la question à certains détenus pour savoir si la gendarmerie était munie d'un mandat de per-

quisition lors de leur arrestation, ils m'ont répondu que non. Là déjà on constate une première violation de la loi. Mes autres

collègues ont demandé également de leur raconter ce qui leur est arrivé. Et là, les témoignages sont nombreux et tous portent sur la manière dont ils étaient torturés. On pouvait d'ailleurs voir les séquelles sur les mains et les pieds des détenus. Ce sont des traces de cigarettes et d'autres blessures. L'un d'eux avait la jambe fracturée, mais les autorités ont pris le soin de lui enlever le plâtre avant d'être introduit dans la salle d'audience. Ce qui est en revanche intrigant, c'est que des certificats médicaux ont disparu des dossiers des détenus. C'est une preuve que l'on veut éviter de s'étaler sur les questions relatives à la torture.

Le président de la cour d'Arris a-t-il enregistré les témoignages des détenus qui affirment avoir été torturés ?

Non. Le président de la cour dans son jugement du 24 mai 2004 s'est contenté d'enregistrer la date de l'arrestation, le nombre des détenus, les textes de loi et le

motif de l'arrestation en précisant que c'est une affaire de flagrant délit. Mais pas un seul mot sur la torture. Espérons que le procureur lui a rapporté ces informations.

Pourquoi, selon-vous, la commission d'enquête n'a pas abouti ?

Quelle commission d'enquête ? Le Chef du gouvernement qui a déclaré avoir déclenché une commission d'enquête a envoyé, selon des témoignages des citoyens de la région, deux colonels de la gendarmerie qui se sont entretenus quelques minutes avec les autorités locales avant de disparaître. Ce qui devait se faire dans ce genre d'affaire, c'est que le procureur de la République ouvre une information judiciaire, au lieu de fabriquer une autre plainte contre Benchicou sur les mêmes événements.

Propos recueillis par Rachid Mokhtari

Collectif des journalistes et correspondants Action pour la libération de Benchicou et Hafnaoui à Bouira

De notre correspondant

Les journalistes représentants de la presse nationale à Bouira, offusqués, tout comme leurs confrères des rédactions centrales et des autres régions du pays, par la cadence dangereuse qu'a pris, ces dernières semaines, la cabale menée par le Pouvoir contre la presse indépendante, s'apprentent à mener une action de protestation au niveau local. Il est question d'exiger, à travers cette action, la libération de M. Benchicou, directeur de publication du *Matin*, et de M. Hafnaoui Ghoul, journaliste et défenseur des droits de l'Homme à Djelfa. Ces

derniers avaient été, rappelés-on, incarcérés suite à des procès concoctés par le Pouvoir en place à leur encontre à l'issue d'une série d'intimidations et de harcèlements judiciaires. Les journalistes de Bouira, réunis le week-end passé, avaient décidé d'une action de protestation différée, pour des impératifs locaux, à la fin de la semaine en cours. Ils devront, incessamment, trancher sur la nature de celle-ci initialement prévue pour ce mercredi. Il s'agira d'une marche depuis le centre-ville vers le siège de la cour ou d'un sit-in devant le tribunal de la ville. Deux propositions suggé-

rées lors de la réunion de mardi dernier. Par ailleurs, il faut noter que les membres de la famille de la presse à Bouira n'ont pas cessé d'exprimer leur profonde inquiétude face aux emprisonnements, aux procès en série et à la tournure dangereuse que ne cessent de prendre les intimidations dont font l'objet les journalistes de la presse indépendante ces dernières semaines. Dans une déclaration rendue publique mardi dernier, les journalistes de Bouira ont rappelé que le Pouvoir, qui n'a cessé de fouler aux pieds tous les pactes internationaux relatifs aux droits de l'Homme et à la liberté d'ex-

pression, que l'Algérie a ratifiés, est passé à la vitesse supérieure en persécutant les journalistes et en les jetant en prison. Ils noteront qu'à travers le sort réservé particulièrement à M. Hafnaoui, pour avoir eu le courage de dénoncer des potentats locaux, et à M. Benchicou pour avoir mis à nu la face cachée du Pouvoir et ses desseins machiavéliques inavoués, il est évident que les décideurs veulent en finir une bonne fois pour toute avec la presse libre. Réagissant à cette situation inédite dans les annales de l'exercice arbitraire du Pouvoir face aux défenseurs de la liberté d'expression, les journa-

listes de Bouira, déterminés à ne pas céder aux intimidations et aux harcèlements, ont appelé l'ensemble de la société civile à rester mobilisée et solidaire autour de la famille de la presse libre. Ils exhortent au passage les citoyens à défendre les acquis démocratiques chèrement payés.

A commencer par exiger la libération immédiate des journalistes injustement incarcérés, l'arrêt des persécutions contre les journalistes et l'amendement du code pénal relatif aux délits de presse et la suppression des peines d'emprisonnement des journalistes.

M. Sadoun

Ghoul : vaste mobilisation

Les journalistes de Tizi Ouzou organisent un sit-in devant le tribunal après-demain

De notre bureau de Tizi Ouzou

Le collectif des journalistes et correspondants de presse de Tizi Ouzou organise ce mercredi un sit-in devant le tribunal du chef-lieu de wilaya pour exiger, encore une fois, la libération « immédiate et inconditionnelle » de Mohamed Benchicou et Hafnaoui Ghoul.

C'est mercredi dernier, lors de leur premier rassemblement devant la même institution judiciaire, que les journalistes s'étaient mis d'accord pour reconduire la même manifestation demain, à partir de 10 h. Persuadés qu'il faut maintenir et élargir l'élan de solidarité qui s'est vite constitué autour des deux journalistes emprisonnés, le collectif des journalistes de Tizi Ouzou avait décidé d'élargir toutes les actions qu'il entreprendrait à « toutes les forces vives ». Les *àrouch* ont d'ores et déjà lancé un appel à l'adresse de la population l'invitant à venir massivement assister à la manifestation de demain, comme ils l'ont fait pour le sit-in de mercredi dernier.

Les délégués de la CADC, dont Belaid Abrika et Mustapha Mazouzi, ont saisi l'occasion du forum des libertés démocratiques qu'il ont organisé jeudi dernier à la maison de la culture Mouloud-Mammeri pour réitérer leur appel. A la même occasion, le collectif du journal *Le Matin* représenté par Rachid Mokhtari et Ghania Hamadou a fait ressortir le caractère politique de l'affaire Benchicou et appelé la société républicaine à se mobiliser autour des journalistes détenus pour défendre la liberté de la presse et d'expression.

Les représentants du comité pour la libération des journalistes détenus, d'anciens officiers de l'ALN tel Si l'Hafidh, des journalistes de la presse indépendante, des militants du MDS et du mouvement citoyen de Kabylie et des Aurès ont fait autant. Dans son appel adressé aux citoyens, le collectif des journalistes de Tizi Ouzou place la manifestation de mercredi sous le mot d'ordre générique : « Pour la libération de Benchicou et de Hafnaoui. »

D'autres mots d'ordre sont néanmoins retenus, entre autres « Ne laissons pas le Pouvoir museler la presse et enterrer la démocratie » et « Disons non aux condamnations et à l'emprisonnement des journalistes pour délit d'opinion ».

Kamel Omar



Le Matin

LADDH bureau de la wilaya d'El Bayadh

« Nous condamnons l'atteinte aux libertés de la presse »

Le bureau d'El Bayadh de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme :

- dénonce fermement les dérives totalitaires du Pouvoir et s'indigne contre l'escalade de l'oppression et la répression depuis le 8 avril dernier ;

- condamne la vague d'arrestations qui s'abat sur les journalistes, les correspondants de presse, les défenseurs des droits de l'Homme et les délégués du mouvement citoyen de contestation du Sud ;

- condamne les pratiques mafieuses du

Pouvoir qui non seulement portent atteinte aux libertés et à la presse indépendante et constituent un précédent grave et un revirement total du système vers la dictature ;

- la stratégie du Pouvoir à étouffer dans l'œuf toutes revendications citoyennes légitimes qui confirme ses intentions à mettre en péril les aspirations de tout le peuple algérien. Le bureau de la LADDH de la wilaya d'El Bayadh dénonce le double langage que tient le Pouvoir algérien qui, d'une part, s'engage à entreprendre des réformes et à respecter les droits de l'Homme devant le

sommet des nations arabes qui s'est tenu à Tunis et celui du G8 aux Etats-Unis, et d'autre part, use de tous les moyens pour la réduction totale de l'expression libre et de la presse indépendante. Le bureau de la LADDH d'El Bayadh lance un appel à tous les ONG, les partis politiques, les associations et la société civile pour soutenir Hafnaoui Ghoul, Benchicou et les huit délégués du mouvement de citoyen de contestation du sud, ces derniers sont détenus à la prison d'Ouargla depuis le 5 juin 2004, et pour demander leur libération immédiate.

Répression des journalistes La LADH s'implique

La Ligue algérienne des droits de l'Homme (LADH) emboîte le pas aux différentes forces qui s'activent pour la libération des journalistes Benchicou et Ghoul et prépare de son côté une série d'actions pour riposter à la dérive totalitaire du Pouvoir qui entame son entreprise par la répression de la presse.

L'initiative de la LADH a commencé en Egypte à l'occasion d'une rencontre organisée la semaine dernière par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme autour du rôle de la société civile dans les réformes du monde arabe. En marge de la rencontre, organisée à la biblio-

thèque d'Alexandrie, le président de la LADH, M^e Boudjemaâ Ghechir, s'est entretenu en aparté avec Fradj Fennich, responsable de la zone arabe du commissariat sus-cité, et lui a fait part de la situation actuelle des droits de l'homme et des libertés en Algérie. Le tête-à-tête a tourné notamment autour de la condamnation et l'incarcération de Mohamed Benchicou, directeur du *Matin*, et Hafnaoui Ghoul, journaliste et militant des droits de l'Homme à Djelfa, deux cas qui inquiètent au plus haut niveau la ligue. Le responsable onusien a reçu également le rapport de la ligue pour l'année 2003 qui, rappelés-le, avait établi un constat alarmant

sur la situation de la presse et où on pouvait lire : « L'année 2003 a été marquée par une cabale policière contre les journalistes. La pression n'a pas cessé de monter depuis les révélations sur les accusations de corruption contre certains responsables. »

Les journaux qui ont pris position dans cette affaire ont, par ailleurs, dû faire face à des mesures punitives prises par les imprimeries, propriété de l'Etat. » Sur la base de ce rapport ainsi que l'exposé de l'évolution actuelle de la situation, M^e Ghechir prévoit une réaction du département des droits de l'Homme de l'ONU qui devra interpeller les responsables de l'Etat algérien et demander

des explications sur l'emprisonnement des journalistes sachant que l'Algérie a ratifié pratiquement toutes les conventions internationales sur le sujet et est tenue de respecter ses engagements.

Par ailleurs, et parallèlement à cette initiative, la LADH prépare des dossiers afin d'utiliser tous les mécanismes de l'ONU alors que des contacts sont établis avec ses partenaires au niveau international afin de parvenir à la libération de Benchicou et Ghoul et faire pression sur le Pouvoir pour l'amener au respect des droits fondamentaux des Algériens.

Nouri Nesrouche

La presse européenne réagit : « C'est un règlement de compte »

La presse européenne est revenue largement le week-end écoulé sur ce qui convient d'appeler désormais « l'affaire Benchicou », directeur du *Matin*, condamné à 2 ans de prison ferme et incarcéré à la prison d'El Harrach sous l'accusation fallacieuse d'« infraction au contrôle des changes et au mouvement des capitaux ».

Le journal français *Le Monde* a consacré un long compte-rendu à la conférence de presse organisée par Reporters sans frontières (RSF). Dans l'article daté du 24 juin, le quotidien parisien rapporte les propos sans équivoque du secrétaire général de RSF pour qui « cette affaire illustre la façon dont on peut détourner la justice et construire de toutes pièces un délit pour des gens qui ne pensent pas comme vous ». *Le Monde* reprend également les critiques du président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH) à l'encontre du Pouvoir algérien « qui ne reconnaît ni le droit national ni le droit international », considère Ali Yahia

Abdenour relevant au passage que « le maintien de l'état d'urgence, en vigueur depuis 1992, visait à limiter les libertés individuelles ».

Le président de la LADDH s'en est pris tout particulièrement à Yazid Zerhouni, qualifiant le ministre de l'Intérieur de personnage « au-dessus des lois, (qui) a tous les droits et fait la loi ».

La presse italienne n'a pas été en reste. Saisissant l'occasion d'une campagne initiée par la FNSI (le puissant syndicat des journalistes italiens), l'*Unita*, l'organe du PDS (centre-gauche), s'est intéressé à la genèse de l'affaire dite des « bons de caisse » avant de conclure, mettant en exergue la position de la FNSI, que « l'incarcération de Benchicou (comme celle) de Ghoul cachent mal la volonté du régime ».

Sous le titre de « L'Algérie : menace sur la liberté de la presse », le journal de la Refondation communiste *Liberazione* s'est fait un large écho de la conférence de presse organisée par la FNSI, en présence d'un membre du bureau national du Syndicat

national des journalistes algériens (SNJ).

« La mobilisation (autour de la libération de Benchicou et Ghoul) de la presse libre, constituée en fait de quatre journaux dont le tirage est estimé à 1 million d'exemplaires par contraste aux 100 mille que tire la presse publique ou parapublique, a incité la FIJ à réactiver le centre de crise ouvert dans les années 1990 (en plein terrorisme) », souligne le journal qui conclut par un appel du représentant du SNJ exhortant les dirigeants des Etats européens à « ne pas fermer les yeux (sur les atteintes à la liberté de la presse) pour quelques barils de pétrole ».

De son côté, le journal allemand *Sueddeutsche Zeitung* a consacré, dans son édition du 25 juin dernier, une large couverture à la conférence de RSF. Pour l'influent quotidien berlinois, la presse privée « née après les sanglantes émeutes de 1988 reste la seule voix de l'opposition », après un quasi-laminage de la classe politique au lendemain des élections d'avril 2004 et le score surréaliste du Président Bouteflika. Sous le titre de « La condamnation de

Benchicou est une affaire très politique », l'hebdomadaire français *L'Express*, paru le 21 juin dernier, écrit que « l'affaire est évidemment très politique ».

Le ministre de l'Intérieur s'était juré de se venger du directeur du *Matin* après la publication, dans les colonnes de ce journal, d'un témoignage qui le mettait en cause à propos d'un cas de torture remontant aux années 1970. Surtout, le Président Abdelaziz Bouteflika n'a jamais pardonné à Benchicou sa virulente campagne contre lui avant l'élection présidentielle du 8 avril, et moins encore la publication, à deux mois du scrutin, d'un livre-pamphlet ».

« La condamnation du directeur du *Matin* confirme les inquiétudes de la presse algérienne. Nombre de journaux ou de journalistes qui n'avaient pas ménagé leurs critiques à l'égard du candidat-Président craignaient que celui-ci ne cherche à régler ses comptes et à les mettre au pas, une fois réélu. Tel semble bien être le message », souligne en substance le journal.

Rédaction nationale

Benchicou en prison : la solidarité

Les messages de soutien

Nous publions certains des nombreux messages reçus à travers le Net.

> Libérez tous les détenus d'opinion! Libérez nos potes en prison! Libérez Mohamed Benchicou et Hafnaoui Ghoul! Libérez tous les oiseaux libres aux plumes sincères! Halte à l'Arbitraire! Qassaman, vous avez perdu! Tahya El Djazair!

Le Cercle d'écriture et de Réflexion de Jijel

> Je suis une fidèle lectrice de votre journal, indignée, voire écœurée par ce scandale judiciaire perpétré par une justice algérienne à l'ordre à l'encontre du journaliste M. Benchicou, directeur du quotidien indépendant *Le Matin*.

Si ces barbares pensent faire taire les journalistes et le peuple par l'incarcération de M. Benchicou, qui vient d'entrer par la grande porte dans l'histoire de sa patrie, ils se trompent, ils ne font qu'attiser notre détermination à leur tenir tête de la manière la plus digne.

Amel Zinai

> Prof de lettres-histoire à Marseille, je suis solidaire de M. Benchicou; accepter et se taire serait une absurde régression. Face à un Pouvoir qui ne cesse de tenter de museler la liberté d'expression dans notre pays, il est plus que nécessaire d'apporter un soutien sans conditions à la libération de M. Benchicou afin que des hommes comme mon père messaliste algérien, lâchement assassiné pendant la guerre, ne soit pas définitivement mort pour rien.

Avec affection.

Rénia Ouadène-Azeri

> Je tiens par mon message à manifester ma solidarité avec votre directeur qui vient d'être mis en prison avec un fallacieux dossier ficelé depuis la Présidence. Je m'élève et proteste contre cette incarcération digne des despotes qui tiennent encore certains pays sous leur coupe à l'image de l'Algérie qui ne pliera pas.

Amar Nadri

> Une fois de plus, le système nous a révélé avec ces actes arbitraires contre les mouvements citoyens et les journalistes indépendants une réalité flagrante. Il est bien clair que son mépris envers les libertés et toute forme de revendication légitime n'a pas de limites.

L'emprisonnement de M. Benchicou, directeur du quotidien *Le Matin*, et Hafnaoui Ghoul, journaliste et représentant des droits de l'Homme, représente une dérive grave et un coup dur pour la liberté d'expression et ainsi ferme toute voix d'informer l'opinion publique des dérives dangereuses de

ce Pouvoir mafieux! Il est de notre devoir de dénoncer ces actes barbares et se mobiliser pour les vaincre, car notre silence signifie la plus grande aide et la complicité fatale qu'on peut lui offrir. N'attendez pas la tutelle confisquée pour prendre l'initiative car le dernier plébiscite nous a montré l'écart qu'il y avait entre les politiciens représentés par ces partis courtisans qui courent derrière des fins égoïstes; n'attendez pas une réaction de ces derniers, nous seuls pouvons changer quelque chose sinon, on va récolter ce que nous nous avons semé par notre silence.

Ali Haddaddi

> Je ne peux que vous exprimer ma totale indignation; je suis entièrement avec vous, avec votre combat car c'est mon combat à moi aussi.

Yacine Ikhouloufi

> « Je n'ai rien fait que j'aie à regretter. Maintenant que j'ai vécu tant d'événements, maintenant que je connais leur suite, maintenant que je sais le prix de la volonté de rester fidèle à soi-même, que je sais le courage de chaque instant et les efforts qu'exige cette volonté, que je connais l'échec, les déceptions, l'incompréhension, l'hostilité, recommencerais-je si c'était à refaire? Sans aucun doute, oui, oui! J'aurais été irrémédiablement malheureux si je n'avais agi et si dans l'action je n'étais resté fidèle à ma pensée, à mon idéal. Je ne me suis pas trahi.

Pas plus que je n'accepterais de me trahir aujourd'hui en cessant de croire. Je crois. »

Baccouche Hachimi (écrivain tunisien) in Ma foi demeure

> Ceux qui parlent de Jefferson doivent s'inspirer d'abord de Bill Clinton. Durant six mois, les citoyens américains se sont défilés sur l'affaire Monica Lewinski à travers la presse. Point de journaliste persécuté, encore moins mis en prison.

Messieurs Bouteflika et les chefs d'Etat arabes en général, aucun de vous n'a construit un pays digne de ce nom malgré vos décennies de règne sans partage, les Saddam, les Assad, les Saoud, les Kadafi, les Moubarek, etc. ont tous dépassé vingt années sans apporter le moindre changement. Honte à vous et à vos absurdités! Le PNB de tous les pays arabes réunis est à peine égale à celui de l'Espagne, à la différence que vous avez amassé des milliards de dollars.

Vous êtes malheureusement pour nous les cancre de l'école universelle. Vos

peuples le savent, les accolades malignes de Chirac et de Bush (et oui! géo-économico-stratégie oblige, ils pensent à leurs enfants) ne changeront rien à nos rictus.

Messieurs, apprenez ce théorème par cœur si possible: « On ne construit pas un pays sans démocratie et, par ricochet, sans presse libre. » Jusqu'à preuve du contraire les pays l'ayant appliqué se sont tirés d'affaires. Vos dérapages sont tellement catastrophiques que vous avez fabriqué des Etats sanguinaires et intégristes. Regardez autour de vous, ce n'est pas honteux de savoir par exemple que la guerre israélo-palestinienne, qui dure depuis 1948, n'a pas fait autant de victimes que les affrontements entre > Algériens depuis douze ans? Alors, libérez les journalistes et laissez vos peuples se faire leur opinion sur les écrits journalistiques.

Arab Sedik

> Comme beaucoup d'Algériens vivant en France, nous sommes révoltés par la dérive bananière de la République algérienne. Alors que le pays n'a jamais été aussi riche, de larges couches du peuple algérien sont précarisées. Les richesses ne profitent qu'à une caste de nantis qui sucent le sang des Algériens.

Lorsque des voix s'élèvent pour dénoncer les malversations, la corruption, l'enrichissement illicite, le Pouvoir algérien instrumentalise les institutions du peuple pour préserver la rente de ces spéculateurs et faire taire ces voix. Les journalistes algériens ont payé le prix du sang pour arracher cette liberté de dire et d'écrire. Cette liberté est la propriété de tous les Algériens. Il faut la défendre.

En ces moments difficiles, sachez que de notre côté, nous nous mobiliserons à vos côtés comme il se doit pour obtenir la libération des journalistes injustement condamnés, mais aussi pour défendre les acquis chèrement payés.

Mouvement autonome de l'immigration (Lille), Moussa Naït Abdelaziz, professeur à l'université de Lille 1 (France)

> La condamnation du directeur du *Matin* et du journaliste M. Ghoul est l'histoire d'un mépris violent et sans doute éphémère qui tente de sceller le destin de la presse écrite nationale, dont l'attachement aux préoccupations des populations n'a d'égal que le combat des journalistes qui le font et qui ont payé un lourd tribut souvent de leur vie. Ces préoccupations « torrentielles », quotidiennement livrées à

l'opinion publique, dérangeant le système et ses hommes qui sont étrangers aux cris de détresse de leurs concitoyens et affichent à leur égard un mépris total.

Dans l'Algérie démocratique se cachent encore des décideurs dont le mépris envers les libertés et les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ratifiés par l'Algérie le 12 septembre 1989, n'a d'égal que l'obscurantisme qui les anime et la passion déchaînée de l'occultisme qu'ils cultivent. Les journalistes que consomment les feux de l'amour de la profession et rongés par un remords très nationaliste trouveront en ces décideurs une haine et un mépris à la mesure de leur dévouement aux droits de la liberté d'expression: liberté de recherche, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toutes espèces, sans considération de frontières, sous forme orale, écrite et imprimée (art: 19 paragraphe 2 du pacte international relatif aux droits civils et politiques).

La ligne éditoriale de leurs quotidiens respectifs et surtout la profession de journaliste ô combien noble ne sont altérées ni par ces condamnations arbitraires de M. Ghoul et de M. Benchicou ni par le pouvoir qu'ils détiennent. Voilà donc une condamnation où la passion des « oppresseurs » veut transformer la lutte et la vie des journalistes en une amère mélancolie. Mais avec le combat et la lutte de tous les journalistes doublés d'un élan de solidarité de la société civile, la presse retrouvera son chemin car elle constitue, à elle seule, la veine la plus féconde, celle du progrès et du succès de l'Algérie.

M. Masmoudi, journaliste à l'Est Rep et fils de chahid

> Cet extrait est dédié à tous les Benchicou d'Algérie, connus ou anonymes, à tous ceux que le Pouvoir maladif n'a pas inclinés, à tous ceux dont la croyance en une Algérie nouvelle mène à la prison et parfois à la tombe, à tous ceux dont les cris des victimes et martyrs d'Octobre 1988 et du Printemps noir de Kabylie stimulent pour rendre au peuple sa dignité confisquée à la hauteur des sacrifices de tous ses enfants de race.

Salah Zeggane

De nombreux citoyens indignés par la condamnation de M. Benchicou nous ont téléphoné durant toute la journée pour manifester leur soutien.

Pensée



A notre mère

M^{me} Touati, née Amara Taklit

Une fleur éternelle, une eau pure, un air frais, une terre d'Eden, un havre de douceur, tu l'étais pour tes enfants, ton mari et pour la petite Manel. Tes proches et tous ceux et toutes celles qui t'ont connue auront une tendre et affectueuse pensée en ta mémoire et se diront tout comme nous que triste était ce 18 mai 2004 où tu as décidé discrètement de t'en aller. Tu avais demandé de ne pas pleurer ton départ, mais le cœur en a décidé autrement. Nous prions Dieu dans chacune de nos prières de te recevoir en Son Vaste Paradis et de t'accorder la place qui te revient: auprès des anges, telle que tu étais parmi nous. Saches, maman, où que tu sois, que tu ne nous quitteras jamais et que tu resteras à jamais présente dans nos vies et dans nos cœurs.

Avis de décès

La famille Benomar, parents et alliés, fait part du décès de son cher et regretté **Benomar Bachir** survenu ce 25 juin 2004, à l'âge de 56 ans. Que Dieu le Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. « A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons. »

ooOoo

Les familles Barkat et Bourouba font part du décès de **Betame** survenu à Londres le 22 juin 2004. L'enterrement aura lieu aujourd'hui,

lundi 28 juin, à Ben Omar. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Condoléances

La famille Djabi d'Alger, parents, alliés et proches présentent leurs vives condoléances à M^{me} et M. Djillali Hosni, suite au décès tragique de leur fils **Abdelmounaim** à l'âge de deux ans, survenu le 26 juin 2004 à Annaba. Ils les assurent de toute leur sympathie. Que Dieu accueille son âme en paix.

ooOoo

Nous apprenons avec beaucoup de chagrin le décès de Kaddour Ladlani (Pédro), l'un des principaux dirigeants de la Fédération de France du FLN. A sa famille, à ses frères, à ses proches, à ses amis (nos amis), nous tenons à faire part de notre affection et de notre peine. Les amis de France, les porteurs d'espoir, de fraternité, de valises: Hélène Cuénat, Simon Blumental, Francis et Christiane Jeanson, Adolfo Kaminski, Béatrix Andrade, Robert Davezies, Jacques Charby, Anne Preiss, Louis Orhant, et tous... ceux qui aimaient Pédro-Kaddour Ladlani.

Le GSPC revendique l'attentat contre la centrale d'El Hamma Alger sur un « volcan »

Le GSPC n'a pas tardé à revendiquer l'explosion survenue à l'extérieur du mur d'enceinte de la centrale électrique d'El Hamma comme étant le résultat d'un véhicule piégé de son cru. La coïncidence de cet événement survenu au lendemain de l'élimination de quatre membres parmi les principaux dirigeants de l'organisation terroriste par les forces de sécurité ne peut laisser le moindre doute chez tout observateur quant à son origine, perçue comme un acte de vengeance. Et le sabotage de pylônes électriques de la centrale électrique de cap Djinet (Boumerdès) est venu renforcer la thèse de l'attentat malgré la prudence des déclarations officielles qui ont avancé la probabilité d'un « incident technique » en laissant le soin aux « enquêteurs » d'apporter une réponse définitive.

Même si la prudence reste de mise, il est à noter que le GSPC qui, tout au long des mois qui ont précédé cette « explosion », n'a pas cessé de revenir à travers son site internet sur l'importance qu'il accorde aux différents types d'explosifs et en vulgarisant les procédés de leur fabrication, est bien capable d'un tel acte qui, au-delà des dégâts matériels occasionnés, aurait pu être monstrueux. Néanmoins ce qui semble inquiétant, au-delà de la polémique sur l'origine de l'« explosion d'El Hamma » et que le GSPC a relevé dans le même communiqué la revendiquant en tant qu'attentat sur son instigation, c'est l'existence et la présence dans la capitale d'un de ses groupes terroristes qu'il dénomme El Borkane (volcan) et qui est, selon lui, l'auteur du véhicule piégé (il parle de camion). Il n'aurait pas trouvé meilleure formule s'il a voulu dire qu'Alger est sur un volcan, au sens propre du terme. Et si cette affirmation s'avère vraie, et il n'y a pas de raison pour qu'elle ne le soit pas, il va falloir s'attendre à de très probables actes de même nature à tout moment. Car malgré la relative durée réduite de Nabil Sahraoui à la tête du GSPC (moins

d'une année) avant son élimination par les forces de sécurité, il a eu le temps d'imprégner son organisation criminelle d'un discours nouveau très concrètement attaché à un salafisme des plus obscurs et très agressif qui le renoue avec ses origines quand ses

hordes appartenaient encore au GIA avant leur dissidence à partir de 1996. En ciblant des installations électriques importantes comme à cap Djinet le week-end dernier (en attendant confirmation pour El Hamma) et le déraillement d'un train de marchandises, c'est

bien le retour d'une triste période déjà connue qui s'annonce et que le GSPC ferait tout pour tenter de détériorer la situation sécuritaire juste pour contredire les thèses officielles.

Mohamed Issami



Dans la soirée du lundi 21 juin, explosion à la centrale électrique d'El Hamma.

Mokhtar Haïder

Vingt-quatre heures après avoir neutralisé un terroriste dans la forêt de Harrou, deux autres individus armés ont été abattus dans la nuit de samedi à dimanche au niveau du douar Ouled Salem, situé sur les hauteurs de la ville de Khemis El Khechna. Selon nos sources, il

était 23 h 30 passées lorsque K. M. âgé de 26 ans, lequel a rallié les groupes armés en 2001, voulait rendre visite à sa famille en compagnie de son acolyte M. R. âgé de 35 ans, recherché par les services de sécurité depuis 1995. Aperçus par les éléments de l'ANP qui les guettaient près de la maison en

question, ces derniers ont ouvert le feu sur les deux terroristes.

Les forces de l'ANP ont pu récupérer sur eux un fusil à pompe, un fusil de chasse, un téléphone portable et une quantité de munitions de calibres 12 et 16 mm.

Nacéri Z.

Khemis El Khechna Deux terroristes abattus à Ouled Salem

Décès de Hadj Ladlani, figure historique de la Fédération de France du FLN

Ladlani Amar, dit Si Kaddour, ancien responsable organique de la Fédération de France du FLN, ancien membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), a rejoint sa dernière demeure ce dimanche 27 juin au cimetière El Alia. Il y avait foule à son enterrement, une foule composée de centaines de militants qui se retrouvaient là en cette triste occasion. Des anciens militants de toutes les wilayas, des anonymes et des célèbres, venus étreints par la même émotion mettre en terre un des leurs. Ce haut responsable de la

Fédération de France du FLN qui a combattu sur le territoire même du pouvoir colonial, pour ainsi dire dans la gueule du loup, mais qui a toujours su faire la différence entre système colonial et peuple français, puisqu'elle a su mêler dans ses rangs des Français qui avaient pris fait et cause pour le combat libertaire du peuple algérien. Cet enterrement célébré dans la dignité et la fraternité, denrées ô combien rares par les tristes temps actuels, sonnait comme la fin d'une époque. Oui, une génération de la dignité, une génération de la fondation est en train de

disparaître. Peu à peu, ses rangs se sont éclaircis. Ils ont déjà, pour la plupart, passé le relais à une autre génération. Mais souhaitons que leur souvenir sera dans les mémoires comme une vigie qui éclaire l'essentiel. Si Kaddour peut dormir dans la paix éternelle. Il peut revendiquer pour épitaphe : « Mission accomplie »

Mourad Bourboune, écrivain algérien

P. S. : Bien évidemment, en accord avec la pétition, je réclame la libération de Benchicou et Hafnaoui, et je m'insurge contre leur condamnation inique.

La directrice de l'agence AAI honorée par la Confédération des cadres de la finance

La Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CFCA) a honoré la directrice de l'agence AAI, Houria Filali-Aït Kaci, pour les efforts consentis pour promouvoir l'économie et la finance dans l'exercice de son métier de journaliste et de responsable d'agence de presse spécialisée en économie.

A cet effet et à l'occasion du 6^e anniversaire de la CFCA, une cérémonie a été organisée ce samedi à la salle de conférences de la commune de Kouba (Alger) où un prix symbolique a été remis à son représentant.

Par ailleurs, la CFCA a honoré le directeur de la rédaction du supplément économique du quotidien *Liberté*, Mokhtar Haïder. L'économiste le D' Abdelhak Lamiri a, lui aussi, été honoré pour ses livres sur l'économie, de même que Kaci Aïssa Ramdane, le DG adjoint technique de la SAA. Il est à signaler que l'Agence algérienne d'information (AAI) est une agence de presse de statut privé, spécialisée en information économique et sociale qui a démarré ses activités le 23 janvier 1999. L'agence AAI propose un service quotidien d'information économique et sociale à ses abonnés, constitués notamment d'entreprises, de journaux, de revues et d'institutions.

Agence AAI

Ghardaïa réclame plus de moyens de lutte contre le criquet pèlerin

Suite à l'évolution de la situation acridienne dans la wilaya de Ghardaïa, où plus de 120 000 hectares sont infestés, les services agricoles de cette wilaya suggèrent l'acquisition et l'affectation d'engins de traitement plus mobiles tels que les camions tout-terrain dotés d'outils de pulvérisation plus performants, a appris l'agence AAI auprès de la Direction des services agricoles (DSA) de cette wilaya. Pour une lutte antiacridienne efficace, les services agricoles plaident aussi pour un approvisionnement régulier en acricides et carburant pour éviter les ruptures de stock. Ces services veulent, d'autre part, être renforcés en termes de véhicules de prospection-destruction en plus des outils de navigation (GPS) pour pouvoir localiser avec

précision les zones infestées. Vu l'ampleur des infestations des jeunes aîlés, les pulvérisateurs et atomiseurs utilisés par les jeunes investisseurs, associés au dispositif de lutte, et ceux livrés par l'entreprise de fabrication de matériel agricole, PMA Trading de Constantine, demeurent de faible portée, a-t-on signalé.

Depuis le 19 juin, les services agricoles ont procédé à l'identification du matériel de traitement et à l'évaluation de sa disponibilité sur le marché. « Nous signalons la rareté et souvent l'indisponibilité au niveau local de ce type de traitement », relèvent les services agricoles. A titre d'exemple, ils ont signalé l'indisponibilité des groupes motopompes appropriés au pompage et au refoulement des acricides. A cet effet, des

contacts sont effectués avec des entreprises fabriquant ce matériel en vue de pallier cette situation. Dès leur acquisition, les équipements seront intégrés dans le dispositif de lutte de la wilaya au profit des différents intervenants.

Les services agricoles rappellent, toutefois, que les activités de surveillance et de lutte antiacridienne ont débuté depuis le 27 février dernier suite aux signalisations des aîlés immatures confirmées à Hassi Laâbed (commune de Metlili). Le poste de commandement de la wilaya a été mis en place à partir du 8 mars 2004. Actuellement, 52 intervenants sont mobilisés. Selon les services agricoles, les éclosions ont été signalées depuis le 7 avril. Le rythme des infestations des populations d'aîlés a diminué, a-t-

on souligné en poursuivant, en revanche, que « la phase d'apparition de bandes larvaires a effectivement débuté ». Mais depuis le 9 avril, à la faveur des conditions climatiques très favorables, les équipes de lutte ont enregistré des pics d'infestation larvaire. Selon les services agricoles, il est enregistré quotidiennement de nouveaux arrivages d'aîlés immatures. Aucune incidence sur la santé humaine ou animale n'a été signalée à ce jour, affirment les services agricoles. Quant à l'impact sur l'environnement, on explique que les emballages d'acricides sont bien tenus. Pour sa part, Moubaydal (entreprise de production de pesticides) a procédé à la récupération des emballages métalliques vides.

Agence AAI

Ouverture aujourd'hui du sommet de l'OTAN à Istanbul 30 000 policiers et autant de manifestants dans la rue

C'est une Turquie secouée par une série d'attentats perpétrés par des islamistes et des militants de l'extrême gauche mais déterminée à ne pas céder au chantage d'Al Qaïda, qui lui donne jusqu'à demain soir pour retirer ses forces de l'Irak avant de décapiter les trois otages qu'elle détient, qui accueille aujourd'hui et demain, au centre des congrès et d'expositions Lufti Kırdar, à Istanbul, sur le Bosphore, bouclé par 30 000 policiers, les chefs d'Etat et de gouvernement des 26 pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). George W. Bush, Tony Blair, Jacques Chirac se retrouveront avec leurs homologues de l'alliance pour prendre lors de ce sommet des décisions stratégiques à même d'assurer la préservation de la sécurité internationale. L'éclaircissement de l'opération de l'OTAN en Afghanistan, le renforcement de la contribution de l'OTAN à la lutte contre le terrorisme international, le soutien de la stabilité dans les Balkans, la fourniture de forces plus performantes et le renforcement de la coopération avec les partenaires de l'alliance dans la région euro-Atlantique et dans le Grand Moyen-Orient élargi à l'Afrique du Nord seront, en sus de la « sensible » question de l'Irak, devenu un théâtre des attentats à l'approche de mercredi prochain, jour prévu pour le transfert de la souveraineté, les principaux thèmes. Les chefs d'Etat et de gouvernement des 26 pays membres de l'Otan ont entamé hier soir leur sommet par un dîner, le premier à réunir Bush et ses alliés de la « vieille Europe » depuis l'intervention armée en Irak. Plus de trois ans après la déclaration de la guerre au terrorisme islamiste et plus d'une année après la fin des grandes opérations militaires en Irak, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld qui, quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001, a fait savoir à l'OTAN que Washington se passerait de ses services dans sa « guerre » contre le terrorisme, se rend à l'évidence. Il réalise que les Etats-Unis n'ont pas seulement besoin d'alliés,



Hier à Istanbul, manifestation contre l'OTAN.

mais aussi de l'alliance pour sortir des « borbiers » afghan et irakien, et faire face aux nouvelles menaces d'Al Qaïda qui se nourrit des échecs des Américains. Ces derniers ont promis paix et démocratie aux Afghans et Irakiens et respect des droits de l'Homme. Au moment de passer la main aux Irakiens, ils réalisent deux choses : la situation sécuritaire et sociale est chaotique et qu'eux, qui ont fustigé les crimes de Saddam Hussein, ont commis pire à Abou Ghraïb. Pour faire face à la vague de violence, le Premier ministre irakien Iyad Allaoui, qui n'exclut pas de reporter les élections prévues en janvier prochain pour « insécurité », lance un « SOS » à l'OTAN et propose une amnistie aux résistants qui n'ont pas les « mains tachées de sang ». « Nous travaillons sur un projet d'amnistie pour les Irakiens qui ont soutenu la sois-disant résistance sans commettre de crimes, tout en isolant les éléments terroristes et criminels les plus radicaux en les coupant de leur base de soutien », dit-il dans un entretien qu'il a accordé au quotidien britan-

nique *The Observer*. Les mesures de sécurité draconiennes prises par Ankara pour la durée du sommet empêcheront-elles les terroristes de commettre des actes « spectaculaires » ? « Le sommet sera très important pour faire la preuve de la modernité, de la richesse culturelle et de la puissance de la Turquie », affirme le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gul tout en reconnaissant qu'une « faille dans le système de sécurité mis en place peut toujours être trouvée ». Ankara, l'unique partenaire musulman de l'OTAN, n'a pas réservé qu'un accueil « soft » à Bush. Une série de manifestations et d'explosions à la bombe, dont une jeudi devant l'hôtel où Bush devait descendre, l'ont précédé. 30 000 Turcs se sont rassemblés hier sur la rive orientale d'Istanbul pour protester contre la tenue du sommet de l'« OTAN assassin » et crier « USA, partez du Moyen-Orient » ou « Bush, go home ! ». Plusieurs manifestations anti-Bush sont attendues aujourd'hui et demain dans le pays d'Atatürk.

Djamel Boukrine

Proche-Orient

Palestiniens et Israéliens, vers un embrasement ?

Les Brigades des martyrs d'Al Aqsa, un groupe armé lié au mouvement Fatah du Président Yasser Arafat, promettent « un tremblement de terre » à Israël pour avoir tué durant un raid, samedi à Naplouse, onze Palestiniens des Brigades, du Hamas et du Djihad islamique. 30 000 Palestiniens crient « vengeance » et dénoncent l'incapacité du Premier ministre Ahmed Qoreï à empêcher les raids « criminels et barbares » israéliens. « Cette vengeance visera peut-être les citoyens, peut-être les soldats, peut-être le gouvernement. Mais au moment et à l'endroit voulus, ils seront frappés », déclare Abou Mahmoud, porte-parole des Brigades des martyrs d'Al Aqsa dont Nayef Abou Charakh, 42 ans, le chef pour la Cisjordanie, fait partie des victimes. Les responsables israéliens et palestiniens qui sont sommés par les Etats-Unis de faire la paix apprécient diversement l'« acte » du Tshahal. « Ce crime odieux montre qu'Israël poursuit sa stratégie de meurtres et d'assassinats contre



Pendant les funérailles d'un militant des Brigades des martyrs d'El Aqsa.

tous les Palestiniens et les combattants de la liberté », affirme Ahmed Qoreï. Nabil Abou Rdainah, conseiller de Yasser Arafat, y voit « une tentative israélienne de saboter les efforts égyptiens et américains visant à relancer le processus de paix ». Ariel Sharon le qualifie de « succès impressionnant dans la lutte antiterroriste ». Selon les médias israéliens, le chef de la branche militaire du Hamas à Naplouse et le responsable à Jénine du Djihad islamique ont

été tués lors de cette opération. Les Palestiniens et Israéliens ne divergent pas seulement sur le « raid ». Arafat aussi. C'est ainsi que la rencontre prévue demain à Ramallah entre le ministre français des Affaires étrangères Michel Barnier et Arafat est qualifiée de « grave erreur » par les uns et de « victoire » par les autres. C'est dans cette ambiance que le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient, William Burns, poursuit sa tournée au Moyen-Orient pour exhorter les deux parties à honorer leurs engagements et à saisir la « fenêtre d'opportunité » offerte par le plan de retrait de la bande de Ghaza proposé par Sharon et soutenu par les Etats-Unis. « Nous pensons vraiment qu'il s'agit d'une fenêtre d'opportunité qu'aucun d'entre nous ne peut se permettre de manquer. Les Israéliens et les Palestiniens doivent remplir leurs obligations afin d'en profiter », dit-il aux responsables de la région.

D. B.

L'Iran doit « se concentrer » sur sa coopération avec l'AIEA

Le directeur général de l'AIEA, Mohamed El Baradei, a demandé hier à l'Iran de « se concentrer » sur sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) après l'annonce de Téhéran de reprendre une partie de ses activités liées à l'enrichissement d'uranium. Le message à l'Iran est : « Arrêtez de regarder autre part (que vers l'AIEA). Vous devez vous concentrer sur nous », a expliqué M. El Baradei devant la presse à Moscou où il se trouve pour une conférence sur l'énergie nucléaire qui doit durer une semaine. Téhéran a annoncé samedi sa décision de reprendre la construction de centrifugeuses, machines servant pour l'enrichissement de l'uranium, tout en assurant que l'enrichissement lui-même restait suspendu, conformément aux engagements pris en octobre 2003. L'Iran a expliqué sa décision en relevant que la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne n'avaient pas rempli tous les engagements pris envers Téhéran en octobre dernier.

AFP

Seize civils porteurs de cartes d'électeur tués en Afghanistan

Seize Afghans découverts en possession de cartes d'électeur pour le scrutin prévu en septembre ont été tués par des miliciens Talibans dans le centre du pays. Les activistes ont arrêté un autobus qui transportait dix-sept civils sur une route du district de Khas, dans la province d'Uruzgan, a expliqué Haji Obaidullah, chef de l'administration du district en question. Ils ont ensuite été conduits dans la province voisine de Zaboul où seize d'entre eux ont été tués parce qu'ils étaient porteurs de cartes d'électeur, a-t-il ajouté, citant l'unique survivant.

Reuters

Les 25 d'accord pour nommer Durao Barroso à la tête de la commission

Le Premier ministre irlandais Bertie Ahern a déjoué tous les pronostics en annonçant, hier, un accord des dirigeants de l'Union européenne sur le nom du Chef du gouvernement portugais, Jose Manuel Durao Barroso, pour succéder à Romano Prodi à la tête de la Commission européenne. Fort de ce nouveau succès, il a convoqué les chefs d'Etat et de gouvernement des 25 en sommet à Bruxelles pour entériner demain cet accord, que l'intéressé doit toutefois encore confirmer. En dépit d'un calendrier très serré, M. Ahern, dont le pays préside l'UE jusqu'à mercredi, est parvenu à recueillir sur le nom de Durao Barroso le « soutien écrasant » des 25. Agé de 48 ans, M. Barroso est un Européen convaincu qui n'en est pas moins indéfectiblement attaché aux relations transatlantiques avec les Etats-Unis. De centre-droit, il est bien placé pour obtenir le soutien des conservateurs du Parti populaire européen (PPE), premier groupe au Parlement européen. La nomination du président de la Commission est décidée par le Conseil européen, qui rassemble les chefs d'Etat et de gouvernement des 25, mais elle doit aussi recueillir l'aval du Parlement de Strasbourg.

AFP

Echo...logie

Un compte en banque solidaire pour la promotion des énergies renouvelables

Comment favoriser le développement des énergies renouvelables dans les pays du Sud ?
 La solution à portée de tous est encore le don direct aux associations qui lancent de tels programmes. Mais plus original et plus moderne, il y a le livret solidaire. Créé en juin 2002 au Crédit coopératif, il a séduit Energies pour le Monde, une fondation qui aide à installer des systèmes de production d'énergies renouvelables dans les pays en voie de développement. La fondation s'est associée à la banque solidaire qui propose depuis mars un livret et un compte appelés « Agir au profit de la fondation ». Des actions à soutenir d'une manière originale. Une banque solidaire propose de partager les intérêts de son plan d'épargne pour la promotion des énergies renouvelables dans les pays du Sud.
 «Energie Plus » n° 327

La Banque mondiale offre plus de moyens

La Banque mondiale augmentera de 20 % par an pendant cinq ans ses financements pour les énergies renouvelables. Le bailleur de fonds international a annoncé cette décision à Bonn, en Allemagne, où se tient cette semaine la Conférence mondiale sur les énergies renouvelables.
 A l'heure actuelle 200 millions de dollars sont consacrés chaque année au développement des énergies renouvelables et à l'amélioration de l'efficacité énergétique, rappelle la Banque mondiale.
 L'augmentation annoncée aboutirait à un doublement de cette somme d'ici 2010.
 In Sciences et Avenir

Les Allemands leaders

D'ici à 2050, 65 % de la consommation électrique et 50 % des besoins calorifiques de l'Allemagne peuvent être couverts par les énergies renouvelables.
 Ce résultat provient d'une étude sur le renforcement écologiquement optimisé de l'utilisation des énergies renouvelables en Allemagne. Au moins 75 % des gaz à effet de serre émis en 2000 pourraient parallèlement être éliminés d'ici 2050. Cependant, une fourniture d'énergie au futur promoteur suppose également une nette augmentation de l'efficacité de l'utilisation des énergies fossiles, stipulent les scientifiques dans cette étude.
 L'objectif du gouvernement fédéral est d'augmenter la proportion des énergies renouvelables dans le domaine de l'électricité à au moins 12,5 % d'ici 2010 et à au moins 20 % d'ici 2020. Aujourd'hui, cette proportion s'élève à presque 8 % dans le domaine du courant et à 4,2 % dans le domaine de la chaleur.
 DPA

Ecrivez-nous

Le Matin de l'écologie
 Maison de la presse Tahar-Djaout
 1, rue Bachir-Attar, Place du 1^{er} Mai, Alger 16000
 Fax : (213 021) 67 06 83
 e-mail : ghada_vert@lematin-dz.com

Le rayonnement solaire

Une ressource naturelle propre

Le Soleil est une étoile quelconque, mais pour la vie sur Terre sa présence est indispensable. L'énergie émise par le soleil voyage jusqu'à la Terre sous forme de rayonnement électromagnétique. Ce rayonnement est semblable aux ondes radioélectriques mais il possède une gamme de fréquences différentes. Constitué en majeure partie d'hydrogène, le noyau du soleil est le siège de réactions thermonucléaires qui produisent essentiellement de l'hélium et un rayonnement sous une température de plusieurs dizaines de millions de degrés. La majeure partie du rayonnement se situe dans le domaine de la lumière visible. Le reste se situe essentiellement dans le domaine des infrarouges et une faible partie dans celui des ultraviolets. En traversant l'atmosphère, une bonne partie du rayonnement est absorbée avant de parvenir à la surface de la Terre.

Cependant, l'énergie solaire reçue par la Terre représente annuellement près de 15 000 fois la totalité de la consommation énergétique mondiale actuelle. L'énergie solaire peut être utilisée efficacement selon plusieurs méthodes. Les applications ayant trait à l'utilisation de l'énergie solaire peuvent être regroupées en trois catégories principales : chauffage et refroidissement, production d'énergie électrique et processus chimiques. Le principe du chauffage solaire passif est assuré par des ouvertures vitrées adéquates orientées vers le soleil et une isolation convenable pour éviter les risques de déperditions calorifiques. Il est prouvé que la température du capteur solaire augmente lorsqu'il est exposé au rayonnement solaire. Il émet à son tour un rayonnement électromagnétique de type infrarouge source de chaleur.

Aujourd'hui, on utilise le capteur solaire à effet de serre. Les rayons solaires qui traversent la vitre y sont absorbés par l'absorbeur qui s'échauffe et émet des rayons infrarouges.

Les infrarouges restent prisonniers dans le capteur à cause de la vitre (effet de serre).

Un liquide calorporteur traverse le capteur par des tuyaux et récupère la chaleur pour la conduire jusqu'au consommateur. Ces capteurs fournissent une eau dont la température peut atteindre 60°C, convenable pour les usages sanitaires et le chauffage des maisons (par exemple, les planchers chauffants).

Les pertes thermiques par convection et conduction sont importantes dans ces capteurs. Pour réduire ces pertes thermiques, on procède à un montage sous vide d'air. Ces capteurs, appelés capteurs



à tubes évacués sous vide, peuvent fournir de l'eau à des températures supérieures à 70° C.

Par suite de l'irrégularité de l'ensoleillement, et en fonction des régions, les capteurs solaires thermiques ne peuvent pas à eux seuls fournir toute la chaleur nécessaire au chauffage d'une habitation. Un dispositif d'appoint d'énergie est toujours prévu.

Quant à la production électrique, l'avenir est vraisemblablement dans la production décentralisée de l'électricité. La moitié de la population mondiale est située à l'écart des réseaux électriques et l'énergie solaire constitue souvent la seule possibilité d'électrification des sites isolés, notamment les refuges de montagne, les balises en mer et les téléphones isolés.

Cependant de nombreuses pistes pour le solaire font l'objet de recherches approfondies. Les études en cours affirment toutes que l'énergie solaire est en

passage de devenir une importante source d'énergie pour l'avenir. A titre d'exemple, nous citerons, les recherches relatives à la pile à hydrogène sur laquelle planchent des chercheurs japonais. Ils ont découvert la possibilité de photocatalyser la dissociation de l'eau en oxygène et hydrogène en utilisant le rayonnement solaire. L'hydrogène est un carburant d'avenir car sa combustion n'apporte aucune pollution. Bien au contraire, elle régénère de l'eau d'autant plus que la pile à hydrogène a déjà fait ses preuves sur les engins spatiaux. L'autre exemple sont les centrales solaires satellisées. Le projet Solar Power Satellite envisage de satelliser une centrale de production photovoltaïque. La disponibilité de l'énergie solaire serait alors de 24 heures sur 24 et l'énergie produite serait transportée sur terre par faisceaux laser ou micro-ondes.

Ghada Hamrouche

A l'occasion du solstice d'été

Portes ouvertes sur les énergies renouvelables

A l'occasion du solstice d'été, le Centre de développement des énergies renouvelables à Alger a organisé, le 21 juin, une journée portes ouvertes.

L'occasion pour les cadres dudit-centre de présenter un projet de production d'énergie solaire d'une capacité de 10 kW injectant du courant électrique directement dans le réseau réalisé dans le cadre de la coopération algéro-espagnole.

Selon Salim Kehal, secrétaire général du centre, l'Algérie dispose d'un potentiel très important estimé à 3 000 heures d'ensoleillement par an, ce qui offre d'importantes possibilités de développement de la génération de courant électrique à partir de l'énergie solaire. Ce procédé, en vigueur dans 20 villages du sud du pays, profite à près de 1 000 foyers. Un projet

d'électrification similaire de 16 autres villages est programmé pour les mois à venir, a indiqué le directeur des énergies renouvelables au ministère de l'Energie, M. Brahimi.

Louant les avantages de ce système d'électrification, M. Kehal affirmera que les unités photovoltaïques offrent la possibilité d'alimenter en électricité les régions isolées pour lesquelles la liaison au réseau Sonelgaz est économiquement non rentable. Cependant, si l'installation en elle-même est d'un coût abordable car amortie sur le temps, le stockage pose problème. C'est même l'inconvénient majeur du système car les accumulateurs ont une durée de vie limitée et nécessitent un entretien permanent.

M. Kehal citera, à titre d'exemple, le projet réalisé au niveau du centre et qui

permet la production de 200 kw pour une durée d'exploitation de 15 heures. L'énergie produite, affirme-t-il, n'est utilisée que partiellement par le centre. Le surplus d'énergie, tient-t-il à préciser, est injecté dans le réseau Sonelgaz.

Quant à l'énergie éolienne, M. Kahal indiquera que c'est un procédé peu intéressant, notamment pour la région des Hauts-Plateaux et du sud du pays. Il ne peut servir que pour le pompage et l'aérogénération.

Il est à noter que le décret du 25 mars 2004 relatif aux coûts de diversification de la production d'électricité accorde une prime de 300 % pour l'électricité d'origine solaire injectée dans le réseau.

G. H.



Euro 2004 : les choses sérieuses commencent

Echos

du Portugal

Millions. L'équipementier de l'Euro-2004 a affirmé que le ballon officiel du tournoi, bien que très critiqué par certains joueurs, les gardiens de but notamment, connaît un énorme succès commercial, largement supérieur à celui enregistré à l'occasion des précédents championnats d'Europe ou Coupes du monde. Selon lui, plus de six millions de ces ballons devraient être vendus sur l'ensemble de l'année 2004 au prix de 100 euros pièce dans les boutiques de l'Euro-2004.

Millionième. Le millionième spectateur de l'Euro-2004 aurait assisté au quart de finale qui a opposé, hier, la République tchèque au Danemark à Porto. Les 24 rencontres du premier tour ont officiellement attiré 835 391 personnes (34 808 par match en moyenne). Les trois premiers quarts de finale ont été suivis par quelque 140 000 spectateurs. Le millionième devait donc être assis sur l'un des 52 000 sièges du stade du Dragon à Porto.

N-NN. Le milieu portugais Maniche, récent vainqueur de la Ligue des champions avec le FC Porto, doit son nom de maillot à un joueur danois qui évoluait au Benfica au début des années 1980, Michael Manniche (avec deux N). Bien plus tard, des amis de Maniche (avec un seul N), de son vrai patronyme Nuno Ricardo Oliveira Riberio, lui ont trouvé une ressemblance avec le Danois, ce qui lui a valu son surnom. « Il n'est pas aussi grand que moi et est moins bon de la tête, mais il est bien meilleur sur le terrain », a humblement commenté Manniche (avec deux n), le vrai, cité par le journal *Record*.

Colère. Les organisateurs de l'Euro-2004 ont piqué une grosse colère contre les photographes de presse qui couvrent l'événement en constatant que les tickets d'accès au terrain qui leur sont délivrés à titre individuel servaient en fait à plusieurs d'entre eux. « L'UEFA fait tout ce qui est humainement possible pour faciliter le travail des photographes, aussi est-il décourageant de voir que certains en profitent pour tricher et enfreindre les règlements », a-t-elle déploré. Elle a annoncé des contrôles sévères pour y remédier et prévenu la corporation : « Inutile de perdre votre temps pour venir discuter avec l'UEFA, parlez-en plutôt entre collègues. »

Espion. Le responsable des relations avec la presse de la Suède, Jonas Nystedt, s'était mué en espion à la veille du quart de finale contre les Pays-Bas. Il s'est discrètement assis au fond de la salle pendant la conférence de presse d'avant-match des joueurs néerlandais et de leur sélectionneur Dick Advocaat. Lui a-t-on dit que ses renseignements secrets seraient le lendemain dans le journal ?

Autorité. Otto Rehagel, l'entraîneur allemand de la sélection grecque qualifiée pour les demi-finales de l'Euro-2004, est très jaloux de ses secrets tactiques. « Vous savez parfaitement que je ne parle jamais de tactique, même si en football tout est affaire de tactique », a-t-il rappelé en conférence de presse. En revanche, il ne fait pas mystère de son sens de l'autorité. « Quand on m'a nommé pour diriger cette sélection, les joueurs faisaient ce qu'ils voulaient. Aujourd'hui, ils font ce qu'ils doivent faire. Par nature, les Grecs sont individualistes mais on n'est fort qu'en équipe. On a travaillé jour et nuit. »

AFP

Grèce, déjà sans reproche et désormais sans peur

Arrivée à l'Euro-2004 de football comme une intruse dans le gotha européen, la Grèce s'est imposée en deux semaines comme une candidate on ne peut plus sérieuse à un titre dont elle n'est désormais plus qu'à deux marches. Avant la demi-finale qui l'opposera jeudi à la République tchèque ou au Danemark, elle s'est déjà mise à l'abri de tout reproche en contribuant à éliminer l'Espagne au premier tour et, surtout, en se jouant de la France, championne en titre, en quart de finale.

Une performance qui lui permet d'afficher son objectif de victoire finale sans peur d'être taxée de fanfaronnade.

Mais, revers de la médaille, la Grèce ne sera plus sous-estimée par une opposition aujourd'hui avertie et ne bénéficiera plus de l'effet de surprise. Elle ne s'en plaint pas, au contraire. Elle est fière que sa force soit enfin reconnue à sa juste valeur et que ses succès ne soient plus mis sur le compte de l'inadvertance de ses adversaires. « Tout n'est pas encore fini », a ainsi affirmé le capitaine de la sélection Theodoros Zagorakis, un peu agacé que l'on cherche encore à découvrir un quelconque « secret » de cette réussite. « Nous avons très bien joué, nous avons fait la



preuve que nous étions une très bonne équipe », a-t-il souligné. Le défenseur central Mihalis Kapsis est encore plus direct.

« Que l'on cesse de mettre en avant notre organisation tactique. Nous avons joué avec beaucoup de personnalité. Personne parmi nous ne s'enflamme, mais tous les joueurs sont bien conscients que nous sommes tout proches du but final », a-t-il insisté. Une détermination que résume le

milieu de terrain Konstantinos Katsouranis : « Nous allons tout donner et nous verrons bien ce qui arrivera. »

Le gardien de but Antonios Nikopolidis ne se veut pas en reste. « Avoir sorti la France et avoir conquis une qualification méritée pour les demi-finales est en soi un très grand succès, sans doute notre meilleure performance. Nous ne les avons rien laissé faire », s'est-il félicité. « Si nous

continuons à jouer aussi bien, alors tous les espoirs nous sont permis », a-t-il prédit. Autre signe de la confiance emmagasinée par la sélection hellène, elle se sent de taille à défier n'importe quel adversaire. Sans forfanterie. « Désormais, l'adversaire nous importe peu », a assuré Nikopolidis.

Il n'en reste plus, dans le meilleur des cas, que deux.

AFP

Les Pays-Bas au bout du suspense

Les Pays-Bas ont arraché samedi soir leur qualification pour les demi-finales de l'Euro 2004 de football en mettant un terme à la malédiction des tirs au but qui les boutait hors de toute compétition depuis 1992.

Les Néerlandais ont éliminé la Suède par 5 tirs au but à 4 au terme d'un match sans but et fermé au cours de sa première heure de jeu. Les Orange contre-trent le Portugal mercredi à Lisbonne pour une place en finale. Samedi, Suède et Pays-Bas étaient à égalité (0-0) à l'issue des 90 minutes réglementaires ainsi qu'au terme des deux quarts d'heure de prolongations.

Le début de la rencontre était légèrement à l'avantage des Néerlandais avec une belle frappe de Arjen Robben détournée d'une seule main par le portier suédois Andreas Isaksson (9'). Cinq minutes plus tard, un joli coup franc de 30 m de Seedorf était bien capté par le futur gardien du stade rennais. Les 10 minutes suivantes étaient plutôt dominées territorialement par des Suédois bien en place et inspirés dans leurs mouvements offensifs. A la 27^e minute, les Néerlandais se montraient à nouveau dangereux par un tir puissant du défenseur Michael Reiziger à la limite de la surface de réparation, mais le ballon passait à gauche des buts d'Isaksson. Les Pays-Bas perdaient leur capitaine Franck De Boer sur blessure à la 35^e, rempla-



cé par Wilfred Bouma, dans une première mi-temps plus fermée que prévue sur le plan du jeu. A la 42^e minute, une erreur de défense Néerlandais permettait au Suédois Anders Svensson de tirer en bonne position dans la surface de réparation mais Bouma contrait la balle.

A la reprise, la pression des Orange qui jouaient en blanc pour l'occasion s'intensifiait, avec notamment une tête de Ruud Van Nistelrooy juste au-dessus (47').

A la 56^e, les Suédois répliquaient avec un tir de Zlatan Ibrahimovic consécutif à une remise d'Henrik Larsson et une erreur du défenseur batave Jaap Stam, mais Philip Cocu sauvait sur sa ligne. Peu après, Van Nistelrooy, tout près d'ouvrir la marque, son tir contré par le gardien suédois lui revenait sur la poitrine et le ballon filait au ras du poteau (62'). Les dernières minutes du temps réglementaires étaient plutôt chaudes sur les deux buts mais le score ne

bougeait pas. Dès le début des prolongations, une frappe de Robben était détournée sur le poteau par un Isaksson surpris par la trajectoire de la balle, mais Roy Makaay, entré en cours de jeu ne profita pas de l'offrande (93'). Les Suédois mettaient le pied sur le ballon mais les Néerlandais se montraient les plus incisifs au cours de la première mi-temps des prolongations. A la 104^e, une frappe surpuissante de Kim Kallstrom le Rennais faisait trembler les filets d'Edwin Van der Saar, le gardien batave, mais du mauvais côté, et une seconde prolongation de 15 minutes était inélectable. Isaksson sauvait la Suède sur un coup franc des 20 m de Clarence Seedorf grâce à une main droite ferme (106') avant que Van Nistelrooy ne voit son but justement refusé pour hors jeu (111').

Après un cafoillage dans la surface de réparation néerlandaise, Larsson était tout près d'ouvrir le score mais sa reprise tapait le haut de la barre transversale (113'). Le poteau était à nouveau à la rescousse des Néerlandais sur une frappe à l'entrée de la surface de réparation du Gunner Fredrik Ljungberg (116').

Dans la loterie des tirs au but, c'est le jeune Robben, 20 ans, qui donnait la qualification aux Orange, qui affronteront le Portugal en demi-finale mercredi 30 juin à Lisbonne.

AFP

Fin de la saison footballistique 2003/2004

USMA et JSK face à l'épineux problème de récupération

La saison footballistique a baissé rideau, vendredi passé, à l'occasion de la finale de la Coupe d'Algérie qui s'est soldée par la victoire de l'USM Alger aux tirs au but. La séance des penalties a consacré le plus adroit et non pas le meilleur, puisque les deux formations ont eu leur lot d'occasions durant les 120 minutes qu'a duré la rencontre, mais en vain. La confrontation entre la JSK et l'USMA en finale a été finalement le couronnement d'une saison époustouflante où le coude à coude a duré jusqu'à l'ultime journée. La JSK a mis la main sur le titre de champion après neuf ans de disette, alors que l'USMA s'est vengée en finale sur le sort en s'adjugant sa septième finale de suite après en avoir perdu autant. Les deux formations vont représenter le pays au prochain championnat d'Afrique des clubs.

Cependant, ces deux formations doivent faire face à l'épineux problème de récupération, puisque aussi bien les Rouge et Noir que les Lions du Djurdjura disposent d'internationaux qui n'ont pas connu de repos et sont toujours en stage en équipe nationale en prévision de la troisième rencontre des éliminatoires du Mondial et de la CAN 2006. Pis, l'USMA, champion d'Algérie par deux fois de suite, n'a pas connu de repos depuis trois saisons en raison de sa présence régulière en Ligue des champions d'Afrique et la Coupe arabe. Etant toujours en course pour le seul titre qui manque à son riche palmarès (Coupe africaine, ndlr) après sa qualification



L'USMA, champion d'Algérie par deux fois de suite, n'a pas connu de repos depuis trois saisons en raison de sa présence régulière en Ligue des champions d'Afrique et la Coupe arabe.

sur l'Ashanti Kotoko, la bande à Mustapha Aksouh, sera contrainte à poursuivre sa préparation en prévision du prochain tour qui débute le 9 juillet prochain contre le célèbre club sénégalais Jeanne d'Arc.

L'entraîneur des Rouge et Noir a accordé à ses joueurs quatre jours de repos, le temps de fêter le septième sacre, avant de reprendre les entraînements demain sans les internationaux (Aribi, Achiou, Zeghdoud et Abdouni) qui sont appelés à

défendre les couleurs nationales contre le Nigeria le 4 juillet.

Après le match de Jeanne d'Arc, l'USMA affrontera tour à tour, l'ES Tunis et Supersports d'Afrique du Sud.

Cette situation incitera sûrement le staff technique de Soustara à aligner une équipe étoffée et rajeunie pour permettre au coach de faire tourner son effectif et laisser le temps aux autres de récupérer, notamment durant cette période de canicule. Idem pour la JSK qui,

même si elle n'est pas engagée en Coupe africaine, dispose néanmoins de trois joueurs en équipe nationale (Gaouaoui, Zafour et Rahou) qui feront le voyage pour Abuja avec les Verts. Ce dernier qui s'était blessé contre l'USMA risque de ne pas être retenu par le sélectionneur national pour ce match important. Autant dire que les soucis ont déjà commencé pour les deux meilleurs clubs algériens

S. M.

ES Sétif

Le recrutement de la discorde

Après avoir été reconduit à la tête de la direction du club phare de la ville de Aïn El Fouara à l'issue d'une première assemblée générale ordinaire et une autre élective, Ferrar Abdelhakim dit Hakkoum, qui a maintenu le staff technique, avait annoncé aussi l'introduction dans son groupe dirigeant de deux investisseurs locaux, pour dire à l'assistance qu'il a désormais besoin de ceux qui sont capables de renflouer les caisses du club. Mais incontestablement, c'est la question du recrutement des joueurs qui revient le plus dans les discussions ces jours-ci et divise les différentes parties de la famille

ententiste. En faisant d'ailleurs son mea-culpa lors de la première AG, Hakkoum avait reconnu que le recrutement opéré durant la période du mercato, notamment était très peu judicieux. Les détracteurs qui avaient dénoncé le fait que le boss sétifien fait appel non seulement à des éléments âgés, mais aussi à ceux pénalisés par des blessures contraignantes continuent d'afficher leur scepticisme quant au recrutement qui s'est fait jusque-là pour l'effectif censé entamer l'aventure de la saison 2004/05. Ces mêmes détracteurs considèrent que les nouveaux signataires sont loin d'être connus dans le sillage du football

de l'élite et ne peuvent de ce fait apporter le plus escompté pour un club comme l'ESS qui se dit vouloir jouer les premiers rôles. On apprend dans ce contexte que la nouvelle liste ententiste contient trois ex-Mostaganemois, en l'occurrence Saïhi, Kechaïri et le gardien Korrichi ainsi que Kessas venu de l'équipe de Tighenif (division 2), Torchi (RCK), Derradj (USMS) et Achouri (MO Béjaïa). En revanche, les diri-

geants sétifiens ont procédé à la libération de neuf joueurs qui sont Belhamel, Bouzidi, Reggad, Rahim, Bekrar, Bouguendoura, Amrane, Abaci et Kebabi. Enfin, il faut dire que les inquiétudes des uns et des autres sont d'autant plus légitimes sachant qu'au-delà de ses ambitions à l'échelle des compétitions nationales, l'Entente est appelée à se prononcer dans une

Dj. Gherib

ASMO

Mehiaoui réélu à la tête du club

Tayeb Mehiaoui a finalement été réélu pour un nouveau mandat olympique, où sur les 116 membres de l'AG, 106 ont pris part à l'opération du vote. 85 membres de l'AG ont accordé leur voix au président sortant, alors que l'autre candidat Ahmed Tasfaout a récolté 14 voix, et que 6 bulletins ont été déclarés nuls, ceci dans une ambiance électrique. L'un des quatre membres de la DJS avait à un

certain moment menacé d'arrêter le processus du vote, alors que la contestation faisait rage... hors de la salle. En effet des supporters, dont la majorité sont des jeunes, ont été privés d'entrer du fait qu'ils n'avaient pas de cartes d'adhérent. L'ancien joueur Tasfaout a félicité le président tout en demandant à ce dernier de faire son possible pour redorer le blason du club.

N. K.

MCO

Elimam entre en scène

Alors que la date de l'AG n'est toujours pas connue, l'actuel président Mourad Meziane a des problèmes administratifs à surmonter et des promesses à tenir envers ses joueurs. Aujourd'hui il devra faire face à l'entrée en scène de Belkacem Elimam qui veut revenir à la

tête du club. Certains parlent même de cartes d'abonnement portant la griffe personnel de l'ex-président qui sont vendues à 1000 dinars afin de pouvoir assister à l'AGE, prévue la fin du mois. Affaire à suivre

N. K.

Sondage Aït Djoudi élu meilleur entraîneur de la saison, selon Goal-Magazine

Azzedine Aït Djoudi, entraîneur de la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), nouveau champion d'Algérie, a été élu par ses pairs meilleur coach du championnat de Division 1 de football 2003-2004, à l'issue d'un sondage effectué par le mensuel sportif *Goal-Magazine*, a-t-on appris samedi auprès du directeur général, Youcef Tazir. M. Aït Djoudi a récolté 77 points, après avoir été plébiscité 14 fois en première position, 2 fois à la 2^e place et 1 fois 3^e. La 2^e place est revenue à Mustapha Biskri (NA Hussein Dey) qui a obtenu 28 points, devant Mustapha Aksouh de l'USM Alger, 3^e avec 17 points. L'opération effectuée auprès de seize entraîneurs de la première division se veut une tradition qui sera renouvelée à chaque fin de saison par ses initiateurs. « C'est une opération réfléchie qu'on compte perpétuer chaque saison. C'est notre façon de rendre hommage aux techniciens pour les grands efforts consentis durant toute une saison footballistique pleine de joie pour les uns et d'amertume pour les autres », a indiqué à l'APS M. Tazir, remerciant au passage tous ceux qui ont participé de près ou de loin à cette opération, la première du genre. Les lauréats seront récompensés très prochainement au cours d'une réception à laquelle seront conviées des personnalités politiques et sportives. Les détails de l'opération seront rendus publics dans le prochain tirage du mensuel *Goal-Magazine* qui en est à son quatrième numéro.

APS

Jubilé Ali Bounour Un homme, une histoire

Le jubilé de Bounour Ali, ancien joueur de HAMR Annaba a été marqué par la présence d'une équipe tunisienne. Le stade 19-mai-1956 a abrité plusieurs rencontres qui ont donné un air de fête à ce jubilé. L'initiative a été prise par la ligue régionale de football et la DJS d'Annaba, et ce, pour honorer ce footballeur de grande qualité. Le 24 juin dernier a été une date des plus importantes dans la vie de Bounour Ali, qui a quitté le stade sur une civière. Ce dernier a été victime d'une méchante blessure, mais aujourd'hui il est rétabli. Il redevenu éducateur ; il a toujours dirigé les jeunes de Hamra Annaba, et ce uniquement par fidélité à ce club à qui il doit tout : prestige, gloire. Le programme concocté est riche et varié. L'USM Annaba des années 80 affrontera la section de l'Est et HAMR Annaba sera opposée à l'USM Alger des années 70. En somme c'est une fête méritée et à la hauteur de la grandeur de cette homme qui quitta les stades en 1976.

Aït Bara Amar

Pétition pour la libération de Mohamed Benchicou et Hafnaoui Ghoul

(Suite des signatures)

Sihem Bensadrine (avocate tunisienne et militante des droits de l'Homme), Mourad Bourboune (journaliste-écrivain), Ghenim Souham (formatrice), Rafik Khalfaoui (militant tunisien des droits sociaux et humains, Belgique), Louani Nadia (formatrice), Christophe Airaud (journaliste), Fabien Beziat (réalisateur), Philippe Dagen (historien, journaliste), Alban Liechti (vice-président de l'Amicale de la cause anticolonialiste), Catherine Gegout (conseillère de Paris-PCF), Dahmane (président du Conseil des musulmans démocrates de France), Bouhafs Nadia (formatrice), Belhocine Nafissa (formatrice), Hamitouche Hachemi (formateur), Milanac Hubert (formateur), Hammiche Rachida (formatrice), Doule Corinne (secrétaire médicale), Taouch Nora (formatrice), Ghenim Amine (avocat), Stéphane Belmichou (formateur), Dahama Ahcene (avocat), Malek Bensmail, Marie-Geneviève Guesdon (bibliothécaire, Pantin), Salah Zebdi (psychiatre), le collectif Bnet Fatma n'Soumeur, Saïd Fettache (université de Rouen, Haute-Normandie), Elodie Bontain (lycéenne en Normandie), Ammar Debit (directeur d'entreprise, Annaba), Faouzia Debit (professeur d'anglais, Annaba), Fatiha Kateb (ENS, Paris), A. Koroghli (avocat-auteur, Paris), Bernadette Denis, Marie-Claude San Juan (professeur de français, Paris), Djamel Khellaf (économiste et traducteur, Montréal), Els Goeman (Belgique), Bachir Ghezal (journaliste), Hakim Beddar (artiste-peintre), Kamel Taleb (coordinateur d'insertion), Claudia Adani (professeur à Bologne, Italie), Halim Yasnes (enseignant), Ghanem Zoubir (étudiant, Paris 1), Messaoud Aït Elhocine (enseignant), Chemim Chabane (militant associatif, Lyon), Bassam Andari, Ariles Zebbar (collégien, Montréal), Gribi Mustapha (citoyen), Haddadi (artisan à Batna), Danielle Bidard-Reydet (sénatrice de Seine-Saint-Denis, groupe communiste), Jean-Luc Bouaziz, (conseiller municipal de La Courneuve), Roland Nivet (vice-président du Mouvement de la paix), Ahmed Rachedi

(cinéaste), A. Bouchagour (médecin syndicaliste, SNPSP), François Gèze (éditeur), l'association culturelle Amezruy d'Aït Bouaddou (membre du Congrès mondial amazigh, membre du MCB), Farid Bensaâdi (Sonatrach), Azouz Hachlaf (architecte-artiste), Kety Karaïskou, Marie-Françoise Colombani (journaliste), Riadh Allal (Oran), Halim Zenati (photographe), Aziz Tabouri (MDS Europe, cadre), Hadj-Ali Nadjia (Algérie), Lathrache Rabia (Algérie), Fassouli Kenza (Algérie), Zoubida Benmansour, association LAM (collectif de musiciens 600 adhérents), Kassem et Michèle Idir, Sophie Téna, Dekali Yamina (lycéenne, Alger), Kheira Sayah (RAFD), Kamel Badaoui (ingénieur statisticien), Ryadh Oulmi (ingénieur électricien et citoyen algérien), Lounès Abdenour (Montréal, Canada), Oukaou Hakim (étudiant Alger), Amirouche Naït-Chabane (chanteur kabyle), Med Kechidi (maître de conférences UTM Toulouse), Ismaïl Deha (universitaire), Boumediène Missoum (correspondant *Le Matin* à Berlin), Dahou Ezzerhouini (journaliste, ancien rédacteur en chef du *Quotidien d'Oran*), Saïd Zidat (ingénieur), Abdenour Aguin (Bouira), Ratiba Chergou (citoyenne), Pierre Barbancey (grand reporter *l'Humanité*), Mahfoud Mesbah (ex-professeur et journaliste), Kamal Hadidi (chercheur, USA), Aziz Tiberquient (médecin), Azzedine Belferag (journaliste algérien, France), Marie Agrell (professeur IUT Paris), Boubekour Attik (MDS), Oulhaci Fatah (MDS), Idir Ahmed (MDS), Rezkil Fateh (MDS), Ouheddad Mouhand (MDS), Nadour Fodil (MDS), Khedim Hafidak, Khedim Samia, Khedim Toufik, Khedim Rachida, Carole Monot (médecin), Béatrice Agrell (étudiante), Denise Briat (enseignante, présidente d'Atalante Vidéos féministes), Aouli Samira (médecin), Amrani Ali Cherif (médecin), Odile Léon (documentaliste Cannes), Hacène Moussa (éducateur), Thierry Bosc, Association des blessés de Kabylie, Antoine Spire (journaliste), Amal Dermèche, Hamou (ingénieur, Guadeloupe), Allam Samia (directrice en informatique), Yahia Debboub (réalisateur), Zinaï Amel, Leïla Benlabed-

Hamoutène (écrivain), Benkhelouf Mohand, Rabah Hachichi (ingénieur), S. Tesson, Jacques Bidon (acteur), Marianne Dumoulin (actrice), Frédérique Deschamps (journaliste), Renaud Lecadre (journaliste), Francis Etienne (journaliste), Catie de Balmann, Jean Rolin (écrivain), Sophie Rijelhueber (intellectuelle), Kate Barry (intellectuelle), Frédéric Ouzaro (journaliste), F. Cadon, Yves Robin, Laura Scohet (journaliste), Maguy Deck (technicienne), Mehdi Abdenour (étudiant), Mohamed Tamba, Bachir Talbi, Mohammed El Habib Chami, Kouras Ferhat (Jijel), Mohand Améziane Harbane (citoyen), Tarik Larbi (pharmacien), Habib Abbaci, Sabrina Slimani (France), Mourad Issaâdi, Abderrezak Sahrâoui, Ibelaidène Salah (hôtelier), Rabah Ibrir (hôtelier), Lahlou Hanifi (hôtelier), Hocine Himène (hôtelier), Ameyar Hafida (journaliste), Kader Allam, Mouloud Benali, Lyès Kamal (bureau de la LADDH de Saïda), Youcef Zirem (écrivain), Rebba Saïda (Béjaïa), Ouattar Riad (journaliste), Abderrezak Balaïd (Laval, Canada), Athemani Mustapha (doctorant en sociologie politique à l'université de Paris), Bouanfel Brahim, Karim Aiche (TS en informatique), K. Louzazna (universitaire), Salim Hamat (étudiant), Hachemi Kheloufi (commerçant), El Kseur, Boudjemaâ Karèche (directeur de la Cinémathèque algérienne), n'Amar Mohamed (Cinémathèque algérienne), Farès Rachid (comédien), Akli Khermane (Tizi n'Tlakht Ath Mahmoud), Mohamed Benterar (correspondant de *Ouest Tribune* à Tlemcen), Nicole Borvo (sénatrice, présidente du groupe communiste et républicain du Sénat, France), Nicole Logeais (Union démocratique bretonne, France), Hamid Bousmah (cinéaste), Francine Guillaume (conseillère régionale Vert, France), Mourad Tazzout (consultant, France), Hamid Mohandi (Amnesty International, Montréal, Canada), Karim Bekkouche (caissier, Los Angeles, Etats-Unis), Karima Bekkouche (coiffeuse, Los Angeles, Etats-Unis), Selma Fardheb (Montréal, Canada), Taous Ameyar (chef d'entreprise), Lina Benamar (retraitée),

Maya Ameyer-Zazoua (chercheur, fille de Kheirredine Ameyer), Kamel Kidji (syndicaliste CGT, Paris), Yaghmorassen Mohamed (enseignant), Zouhair Yahiaoui (journaliste en ligne, Tunisie), Issaâdi Mourad (étudiant Lille, France), Ahmed Guennou (analyste politique), Benhamadouche Sofiane (chercheur), Nassim Houari (étudiant, France), Mohamed Bensadok (fonctionnaire au Haut-Commissariat à l'amazighité), Hammi Maïka (étudiante), Hammi Arab (étudiant), Hamoudi Lanani (Evry, France), M. Azouaou (île de la Réunion), Kamel Louzazna (universitaire), Idinârène Omar (gestionnaire financier, Canada), Cherif Guenoun (Etats-Unis), Dany Dool (France), Jean-Michel Hennequin (Amitiés sans frontières, France), Alban Thierry (contrôleur aérien, France), Zalitou Nino (Aurès), Mourad Sahli (doctorant en 3^e cycle, Belgique), Aït Hamoua Wassila (étudiante), Bouzid Meriem (étudiante), Bouzid Lamia (lycéenne), Akkou Karim (cadre marketing), Renate Ahmia (Hambourg, Allemagne), Mohamed Halès (militant associatif), Loualia Djamel (Lille, France), Lamrou Naïma (orthophoniste), Sellah Omar (ingénieur géologue), Karima Aït Hemmi (licenciée), Nadjet Boubekour (Montréal, Canada), Saïd Benazzoug, Aït Taourit Amokrane (Etats-Unis), Moussa Naït Abdelaziz (professeur à l'université de Lille 1), Naït Sid Karima (Collectif des femmes du Printemps noir), Louni Amar (correspondant de presse), Toumert Mohamed Ourabah (militant MDS), Bennourine Soraya (avocate), Kai Karim, Jean Georgakarakos (producteur de musique, Paris), Véronique Briant (directrice artistique, Paris), Zahia Benslimane, Christophe Bouillin, Zohra Bouillin, Benjamin Mosiman, Jean Cavaillé, Monique Léger, Alfred Terraille, Paulette Marc, Claude Delacruz, Bastien Plantier, Pierre André, Nouara Nabtî, Joël Bréaud, Agnès Morel, Amandine Dumas, Sofian Sahnoune, Joachim Abitan, Marthe Bastide, Jean-Paul Souchon, Hakim Barat, Azzeddine Dekarima.

(Lire le texte de la pétition en page 1)

Une mosquée de la banlieue parisienne recouverte d'inscriptions xénophobes

La mosquée de Nanterre (banlieue parisienne) a été recouverte d'inscriptions xénophobes dans la nuit de samedi à dimanche. Selon la préfecture, c'était hier matin que les policiers du commissariat ont relevé trois inscriptions de 6 m sur 2,50 tracées sur le mur de l'édifice religieux. Vendredi, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Economie et président du Conseil général du département des Hauts-de-Seine, avait effectué une visite à la mosquée pour réaffirmer le lien qui existe entre la République française et l'Islam. Une série d'actions racistes visant essentiellement les communautés musulmanes et juives ont eu lieu ces dernières semaines en

France. La communauté musulmane de Strasbourg (est du pays) a été visée depuis le début du mois d'avril par les graffitis à caractère raciste : croix gammées et inscription « mort aux Arabes » sur un magasin d'alimentation tenu par un musulman, croix gammées et tags racistes sur les murs des mosquées, entreprise des pompes funèbres musulmanes profanée. La communauté juive d'Alsace a également été touchée à plusieurs reprises par des dégradations antisémites, notamment dans le cimetière juif d'Herrlisheim, près de Colmar, où 127 tombes ont été profanées fin avril.

AFP

Six membres de la garde irakienne tués

Six membres de la Garde nationale ont été tués dimanche dans une attaque armée à Jalawla, 120 km au nord de la ville de Baïqouba, a annoncé à l'AFP le chef de la police de la province de Diyala, au nord de Bagdad. « L'attaque a été lancée peu après 17 h (13 h GMT) par des hommes armés contre un point de contrôle de la Garde nationale à Jalawla », a déclaré le général Walid Khaled Abdel Salam à Baïqouba, chef-lieu de la province, dont dépend Jalawla.

« Les assaillants ont attaqué la position à coups de roquettes antichar et d'armes automatiques, tuant six membres de la

Garde nationale et blessant quatre autres », a-t-il ajouté. « L'un des assaillants, qui étaient à bord d'une voiture, a été tué dans les échanges de tirs et les autres ont pris la fuite », a ajouté le général Abdel Salam, sans préciser le nombre d'attaqués. Par ailleurs, l'ancien Président irakien Saddam Hussein sera présenté menotté, enchaîné et gardé par quatre policiers à un juge qui lui fera part du mandat d'arrêt lancé contre lui, a affirmé dimanche à la chaîne américaine CBS, Mouaffak Al Roubaï, conseiller à la sécurité nationale irakienne.

Synthèse AFP

